

COUR D'ARBITRAGE

F. 98 — 1969

[C - 98/21299]

Arrêt n° 91/98 du 15 juillet 1998

Numéro du rôle : 1305

En cause : le recours en annulation de l'article 27 du décret-programme de la Communauté française du 24 juillet 1997 portant diverses mesures urgentes concernant l'enseignement en ce qu'il insère les articles 7 et 10 dans le décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, introduit par Maria Navarro Diego et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges P. Martens, J. Delruelle, E. Cerexhe, H. Coremans et A. Arts, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet de la demande

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 4 mars 1998 et parvenue au greffe le 11 mars 1998, un recours en annulation de l'article 27 du décret-programme de la Communauté française du 24 juillet 1997 portant diverses mesures urgentes concernant l'enseignement (publié au *Moniteur belge* du 5 novembre 1997), en ce qu'il insère les articles 7 et 10 dans le décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur, a été introduit par M. Navarro Diego, T. Mourinho, M. Ribeiro Dos Anjos, S. Saurer, E. Mavodones, A. Rajszyz, I. Gleditsch, D. Hilfiker, A. Mpange Enkobo, R. Kot, M. Taira, F. Ferdjioui, C. du Bois de Dunilac, Y. Xu, R. Cappacioli, J. Wintjes, C. Da Silva Correia, J. Snow, E. Gronbach, S. Walsh, M. Courdavault, C. Dubois, C. Gautron, C. Montagnon, H. Champagnac, O. Joessel, A. Madesclaire, A. Puvis de Chavannes, C. de Chillaz, V. Gameiro Lopes, M. Ruppe, J. Baudoin, E. Ferry, S. Witte, K. Deparnay, H. Gauthier, Y. Henry, D. Marle, B. Terdjan, C. Bitsch, J. Claessens, S. Dosda, D. Stampfli, C. Bordan, C. Dubnick Maren, M. Gallis Pereira Baraona, C. Marchand, A. Petit, B. Eugene, S. Panknin, G. Guegan, Y. Jolly, S. Santana Feid, M. Ganon, P. Guilbert Brice, S. Stento, M. Salazar Cerruto, S. Zahir, D. Silva Dominguez, E. Ona Sêlfa Jose et C. Guerreiro Felix, qui ont fait élection de domicile à 1060 Bruxelles, avenue de la Toison d'Or 68/9.

La demande de suspension des mêmes dispositions décrétales, introduite par les mêmes requérants, a été accueillie par l'arrêt n° 62/98 du 4 juin 1998, publié au *Moniteur belge* du 9 juin 1998.

II. La procédure

Par ordonnance du 11 mars 1998, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 26 mars 1998.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 28 mars 1998.

Des mémoires ont été introduits par :

— C. Molers, P. Pairon, A. Prevot, E. Van Vyve, N. Goetghebeur, M. Joly, V. Furnelle, J. Guisset, T. Aughuet, V. Gevers, Y. Vernard, M. Reding, J.-E. Duvivier, P. Szonyi, R. Dyszko-Wokski, P. Lucas, G. Pirotte, T. Gilles, A. Radermecker, J.-C. Palisse, A. Jacobs, B. Villers, R. Ballau, M. Serck-Dewaide, G. Terfue, D. Staelens, F. A. D'Haeseleer, M. Van Bellinghen, B. Lorge, G. De Volder, B. Verschueren, F. Colpé, D. De Rudder, C. Warmoes, J. Cotton, L. Gerard, D. Driesmans, M. Romazzotti, E. Levy, P. Ledocte, E. Dekyndt, A. Wauters, J.-P. Bauduin, M. Beernaerts, C. Oluff, B. Junius, L. Bru, F. Collet, D. Van Den Bergh, N. Malevez, M. Pasternak, G. Bauclair, C. Katz, A. Born-Godfroid, E. Creyf, A. D'Hooghe, V. Cartuyvels, J. Van Brabant, J.-P. Van Tieghem, S. Bertot, I. Vranckx, C. Stassart, J.-C. Geluck, J. Paternotte, R. Henry, J.-C. De Behels, B. Thelen, J.-P. Point, F. Bausart, A. Thimmesch, S. Thiry, M. Jacques, J.-A. Glatigny, V. Baccarini, M. Decroly, E. Duliere, F. Derleyn, C. Carez et G. Vercheval, qui ont fait élection de domicile à 1000 Bruxelles, avenue Emile De Mot 19, par lettre recommandée à la poste le 2 avril 1998;

— le Gouvernement de la Communauté française, place Surlet de Chokier 15-17, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 11 mai 1998;

— le Gouvernement flamand, place des Martyrs 19, 1000 Bruxelles, par lettre recommandée à la poste le 14 mai 1998.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 22 mai 1998.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

— C. Molers et autres, par lettre recommandée à la poste le 22 juin 1998;

— le Gouvernement de la Communauté française, par lettre recommandée à la poste le 22 juin 1998;

— le Gouvernement flamand, par lettre recommandée à la poste le 23 juin 1998;

— les parties requérantes, par lettre recommandée à la poste le 7 juillet 1998.

Par ordonnance du 24 juin 1998, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 9 juillet 1998.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 24 juin 1998.

A l'audience publique du 9 juillet 1998 :

— ont comparu :

. Me V. De Wolf et Me P. Simonart, avocats au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes;

. Me J. Sohler, avocat au barreau de Bruxelles, pour les parties intervenantes;

. Me M. Nihoul, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Communauté française;

. Me P. De Somere *loco* Me P. Devers, avocats au barreau de Gand, pour le Gouvernement flamand;

— les juges-rapporteurs J. Delruelle et A. Arts ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. Les dispositions entreprises

« Art. 27. [Dans le décret du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur], est inséré un chapitre II intitulé ' Dispositions relatives aux notions " d'étudiant régulièrement inscrit " et " d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement " dans l'enseignement supérieur artistique et dans l'enseignement artistique supérieur ' et comprenant les articles 6 à 15, rédigés comme suit :

' Chapitre II. Dispositions relatives aux notions " d'étudiant régulièrement inscrit " et " d'étudiant entrant en ligne de compte pour le financement " dans l'enseignement supérieur artistique et dans l'enseignement artistique supérieur.
[...]

Article 7. Parmi les étudiants régulièrement inscrits, entrent en ligne de compte pour le financement :

1° les étudiants de nationalité belge;

2° les étudiants étrangers suivants :

a) de nationalité luxembourgeoise;

b) dont le père ou la mère ou le tuteur légal a la nationalité belge;

c) dont le père ou la mère ou le tuteur réside régulièrement en Belgique;

d) dont le conjoint réside en Belgique et y exerce une activité professionnelle ou y bénéficie d'un revenu de remplacement;

e) qui résident en Belgique et y ont obtenu les avantages liés au statut de réfugié ou de candidat réfugié, accordé par la délégation en Belgique du Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, ainsi que ceux dont le père ou la mère ou le tuteur légal se trouve dans la même situation;

f) qui sont pris en charge ou entretenus par les Centres publics d'aide sociale, dans un home qui appartient à ceux-ci ou dans un home auquel ils ont été confiés;

g) qui résident en Belgique, y exercent une activité professionnelle réelle et effective ou y bénéficient de revenus de remplacement;

h) qui sont ressortissants d'un pays ayant conclu avec la Belgique ou la Communauté française un accord spécifique, dans le cadre et les limites de cet accord;

i) qui ont obtenu une bourse d'études à charge des crédits nationaux de la coopération au développement;

j) qui ont obtenu une bourse d'études de la Communauté française dans le cadre et dans les limites d'un accord culturel conclu par la Belgique ou la Communauté française;

k) autres que ceux mentionnés aux points a) à j). Toutefois, ces étudiants ne peuvent intervenir qu'à concurrence de 2 p.c. maximum du nombre d'étudiants belges régulièrement inscrits au 1^{er} février de l'année scolaire ou académique précédente dans l'établissement concerné, et à condition que le droit d'inscription complémentaire requis ait été perçu par l'établissement et versé par lui au ministère de la Communauté française.

[...]

Article 10. § 1^{er}. L'étudiant choisit librement l'établissement auquel il souhaite s'inscrire. Tout étudiant peut s'inscrire dans l'établissement de son choix jusqu'au 15 novembre de l'année scolaire ou académique en cours.

§ 2. Toutefois, par décision formellement motivée, la direction de l'établissement mentionné au § 1^{er} peut refuser l'inscription d'un étudiant :

1° lorsque cet étudiant a fait l'objet dans le même établissement, au cours de l'année scolaire ou académique précédente, d'une sanction disciplinaire ayant entraîné son éloignement de l'établissement pour le reste de l'année scolaire ou académique;

2° lorsque cet étudiant est visé par l'article 7, 2°, k), sauf s'il est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, ou par l'article 9 du présent décret;

3° lorsque cet étudiant demande son inscription à un programme de cours qui ne donne pas lieu à financement par la Communauté française.

§ 3. L'information par laquelle la décision du refus d'inscription d'un étudiant lui est communiquée, doit intervenir endéans un délai de 15 jours prenant cours au jour de la réception de la demande de l'étudiant.

§ 4. L'étudiant dont on a refusé l'inscription doit en être informé par pli recommandé. Cette information contient également les modalités d'exercice des droits de recours.

Lorsque ce refus émane d'un établissement organisé par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 10 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant le Gouvernement qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Lorsque ce refus émane d'un établissement subventionné par la Communauté française, l'étudiant peut, dans les 10 jours, par pli recommandé, faire appel de la décision devant la commission visée au dernier alinéa, qui peut, dans les 30 jours, invalider le refus.

Les établissements subventionnés par la Communauté française prévoient, dans leurs dispositions réglementaires, la création et l'organisation d'une commission chargée de recevoir les plaintes des étudiants relatives à un refus d'inscription. Cette commission, qui présente des garanties d'indépendance, peut, dans le respect des modalités fixées par les dispositions réglementaires, invalider le refus.

§ 5. La preuve que l'étudiant ne se trouve pas dans les cas visés au § 2, 2°, est apportée par tout document probant ou à défaut par une déclaration sur l'honneur signée par l'étudiant.

En cas de fraude, l'étudiant perd immédiatement la qualité d'étudiant régulièrement inscrit, de même que les effets de droits attachés à la réussite d'épreuves.

§ 6. A partir de l'année académique 1998-1999 et sauf dérogation accordée par le Gouvernement, dans les conditions qu'il détermine, nul ne peut être inscrit aux études s'il n'a pas fait la preuve d'une maîtrise suffisante de la langue française.

Cette preuve peut être apportée :

1° soit par la réussite d'un examen organisé à cette fin par un ou plusieurs établissements suivant des dispositions arrêtées par le Gouvernement;

2° soit par la possession d'un diplôme, belge ou étranger, sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement dont la langue d'enseignement est la langue française;

3° soit par la possession d'un diplôme, belge ou étranger, sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement dont la langue d'enseignement est partiellement la langue française, si, après examen du programme d'études suivi dans le cadre de ces études, le Gouvernement assimile, en vue de l'application de la présente disposition, la possession de ce diplôme à celle du diplôme repris sous 2°; le Gouvernement fixe la liste des diplômes ainsi assimilés.

Le diplôme sanctionnant le cycle final d'études secondaires ou un cycle d'études supérieures suivis dans un établissement relevant de la Communauté germanophone et dont la langue de l'enseignement est partiellement la langue française est assimilé à un des diplômes visés au 2°.

[...] ».

IV. En droit

- A -

Requête

Quant à l'intérêt des parties requérantes

A.1. Les dispositions attaquées ont pour effet d'exclure la majorité des étudiants étrangers du financement par la Communauté française et en tout cas si leur nombre est supérieur à 2 p.c. du nombre d'étudiants belges régulièrement inscrits et de préjudicier manifestement tant l'établissement et son organisation que les étudiants, en ce que l'article 10 du décret de la Communauté française du 5 août 1995, inséré par l'article 27 du décret attaqué, a pour effet d'exclure toute possibilité d'organiser un examen d'entrée préalable à l'inscription en première année.

Les dispositions entreprises risquent en outre d'avoir des répercussions dommageables sur le programme des cours et la pédagogie de l'École nationale supérieure des arts visuels de « La Cambre », institut ayant mis l'accent de manière spécifique sur cet aspect qui fait partie de sa notoriété.

L'impossibilité d'organiser un examen d'entrée est aussi contraire à l'intérêt des étudiants parce que cet examen permet au candidat d'évaluer ses compétences et aptitudes à suivre cet enseignement de type long.

L'application immédiate des dispositions attaquées, lors de la prochaine rentrée académique, lésera gravement les requérants.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'écartement pour le financement des étudiants étrangers au-delà du seuil de 2 p.c. maximum du nombre d'étudiants belges régulièrement inscrits, il convient de souligner la situation toute particulière de l'école de La Cambre composée de près de 30 p.c. d'étudiants étrangers attirés par la renommée internationale de l'école et par sa notoriété, notamment en raison de ses méthodes pédagogiques. L'accès à l'enseignement de ces étudiants étrangers sera entravé par l'obligation de payer un droit d'inscription complémentaire. En outre, les étudiants étrangers déjà inscrits dans les différentes années des deux cycles d'études verront leur situation radicalement changer vu qu'ils ne seront plus susceptibles d'être subventionnés et, par voie de conséquence, risquent d'être écartés alors même qu'ils auraient déjà suivi une ou plusieurs années d'études. Cette situation viole manifestement leur droit à l'instruction et à la continuité d'un enseignement spécifique tel qu'ils l'ont suivi jusque maintenant.

Ensuite, en ce qui concerne la suppression de toute épreuve artistique pour l'admission à l'établissement, l'application immédiate de cette disposition va bouleverser l'organisation et le bon fonctionnement de la prochaine première candidature. Elle va donc nuire à la qualité de l'enseignement tel qu'il est dispensé actuellement.

« Cette situation a pour effet de priver les élèves du suivi pédagogique (la transmission de l'expérience professionnelle de l'enseignant ne pouvant se faire de manière rationnelle qu'à un nombre limité d'étudiants, comme c'est le cas actuellement où les cours sont donnés en ateliers composés d'une vingtaine d'étudiants) en raison de l'augmentation considérable d'étudiants sans que le nombre d'enseignants n'augmente. Le nombre d'élèves doublera de manière telle que l'enseignement spécifique de La Cambre disparaîtra purement et simplement. »

Enfin, en ce qui concerne le matériel, l'école ne dispose que de moyens adaptés à une population déterminée, par exemple en termes de locaux ou de personnel. La spécificité de l'école sera de la sorte méconnue. Le désordre ainsi occasionné lors de la prochaine rentrée académique se reportera par la suite sur les années ultérieures, de sorte que l'ensemble des étudiants des deux cycles d'études se verront affectés par les mesures attaquées et privés de la qualité pédagogique spécifique de l'école.

Quant aux moyens

A.2.1. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec l'article 7 du Traité de Rome instituant la Communauté économique européenne, les articles 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et 2 du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne, l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 19 décembre 1966, et l'article 12 du règlement (CEE) n° 1612/68 du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté.

A.2.2. Dans une première branche, il est soutenu que l'article 27 du décret entrepris, en ce qu'il insère dans le décret du 5 août 1995 un article 7, opère une différence de traitement pour le financement des étudiants régulièrement inscrits entre, d'une part, les étudiants de nationalité belge et, d'autre part, les étudiants étrangers qui, sous réserve des exceptions prévues à l'article 7, 2°, a) à j), ne peuvent intervenir qu'à concurrence de 2 p.c. maximum du nombre d'étudiants belges régulièrement inscrits au 1^{er} février de l'année académique précédente dans l'établissement concerné, et à condition que le droit d'inscription complémentaire requis ait été perçu par l'établissement et versé par lui au ministère de la Communauté française.

Or, l'essence même des dispositions de droit européen reprises au moyen interdit toute discrimination fondée sur la nationalité; l'imposition d'un droit d'inscription comme condition d'accès aux études pour les étudiants ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne, lorsqu'une même charge n'est pas imposée aux étudiants nationaux, constitue une discrimination prohibée au sens de l'article 7 du Traité de Rome interdisant toute discrimination fondée sur la nationalité; en outre, parmi les étudiants étrangers, il est opéré une discrimination prohibée par les dispositions énumérées au moyen entre la catégorie d'étudiants prévue par l'article 7, 2°, a) à j), et celle prévue à l'article 7, 2°, k).

A.2.3. En sa deuxième branche, le moyen critique la différence de traitement opérée par l'article 27 du décret attaqué, en tant qu'il insère dans le décret du 5 août 1995 un article 10, quant au principe de liberté reconnu à l'étudiant de s'inscrire dans l'établissement de son choix et à la possibilité pour l'établissement de refuser son inscription, entre, d'une part, les étudiants de nationalité belge et, d'autre part, les étudiants étrangers visés par l'article 7, 2°, k), ou ceux dont l'inscription ne donne pas lieu à un financement par la Communauté française. Or, le libre accès à l'enseignement professionnel est consacré par les dispositions invoquées au moyen, le droit à l'instruction doit être respecté sans

distinction fondée sur la nationalité, et la discrimination instaurée ne peut faire l'objet d'aucune justification raisonnable. La jurisprudence de la Cour d'arbitrage concernant l'article 191 de la Constitution est également rappelée. Le législateur méconnaît dès lors la liberté de choix de l'enseignement, composante essentielle du droit à l'instruction, liberté qui peut se déterminer en raison d'un projet pédagogique déterminé.

A.2.4. Le second moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 24 de la Constitution, en ce que l'article 27 du décret attaqué qui insère un article 10 dans le décret du 5 août 1995 dispose que l'étudiant choisit librement l'établissement auquel il souhaite s'inscrire et que la direction ne peut refuser son inscription par décision formellement motivée que dans certains cas délimités, parmi lesquels ne figure point l'obligation de réussite d'une épreuve artistique organisée. La disposition attaquée ne fait à cet égard aucune distinction entre les établissements d'enseignement. Or, les règles d'égalité et de non-discrimination interdisent de traiter de manière identique des personnes se trouvant dans des situations différentes, sauf justification objective et raisonnable. Le décret attaqué méconnaît ainsi les spécificités d'un enseignement supérieur artistique de qualité, tel que celui dispensé par l'école de La Cambre qui développe largement la création artistique notamment par une pédagogie adaptée et active, axée sur la formation de la personnalité et l'esprit de recherche. Or, l'article 10 susmentionné empêche toute possibilité de poursuivre les buts envisagés par le créateur de l'établissement, et rend notamment impossible le respect d'une pédagogie contribuant à sa notoriété et sa réputation, vu l'accroissement inévitable de la population estudiantine.

Dès lors que la relation maître-étudiant doit pouvoir rester une priorité, il est impératif d'adapter le niveau d'encadrement et donc le financement nécessaire à cette fin. La spécificité de l'enseignement artistique et surtout les méthodes pédagogiques particulières à l'école de La Cambre constituent des différences objectives justifiant un traitement approprié.

Mémoire en intervention

A.3.1. C. Molers et consorts, tous membres du corps enseignant de l'Ecole nationale supérieure des arts visuels « La Cambre », ont introduit un mémoire en intervention demandant d'être admis à la cause en qualité de partie intervenante et de suspendre l'exécution des dispositions attaquées ainsi que de les annuler.

Ils justifient leur intérêt à agir par les répercussions certaines sur le programme des cours, sur le contenu de ceux-ci et sur la pédagogie de l'établissement qu'auront les dispositions entreprises.

A.3.2. Leur argumentation quant aux moyens est très largement identique à celle des requérants. Tout au plus insistent-ils, à propos du deuxième moyen, sur la liberté de l'enseignement, que les requérants tirent des dispositions constitutionnelles, conçue comme la liberté de mettre en oeuvre une méthode pédagogique particulière conditionnée par le fait que le nombre total d'étudiants ne dépasse pas un seuil maximum. Ils s'interrogent dès lors sur l'objectif poursuivi par la disposition attaquée, sur son caractère légitime, ainsi que sur la proportionnalité des moyens utilisés à cette fin, tout particulièrement au regard de l'importance des buts et des méthodes pédagogiques poursuivis par les parties requérantes.

Mémoire du Gouvernement de la Communauté française

Quant à l'article 7 du décret du 5 août 1995 en ce qu'il opérerait une différence de traitement discriminatoire dans le financement des établissements d'enseignement artistique supérieur entre les étudiants belges et les étudiants étrangers principalement ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne

A.4.1. Les requérants n'ont pas intérêt à agir parce que la norme concerne le financement des établissements d'enseignement artistique supérieur. Des étudiants ne sont donc pas directement concernés par une telle disposition.

Subsidiairement, pour justifier de leur intérêt à agir, les requérants doivent encore démontrer qu'ils possèdent la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique et qu'ils n'appartiennent pas à l'une des catégories d'étudiants visées à l'article 7, 2°, a) à j).

A.4.2. Le premier moyen dans sa première branche n'est pas fondé.

Les articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec les articles 5 et 6 du Traité C.E. ne sont pas violés parce que la disposition entreprise est étrangère au domaine d'application du Traité instituant la Communauté européenne. En matière d'enseignement, seul l'accès à la formation professionnelle constitue un domaine d'application du Traité. La jurisprudence de la Cour européenne de justice est invoquée à l'appui de cette thèse. Cette Cour a toujours considéré le principe communautaire de non-discrimination comme étant limité dans son application en matière d'enseignement à l'accès des étudiants européens à la formation professionnelle. Elle a en revanche toujours rejeté sur cette base l'accès des établissements d'enseignement à un quelconque financement. Il en résulte que la discrimination invoquée est inexistante. Les étudiants ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique ont accès à l'enseignement supérieur exactement dans les mêmes conditions que les nationaux. Le financement est pour sa part global dans le chef des établissements d'enseignement supérieur. Les étudiants belges constituent seulement un critère formel de financement retenu par le législateur. L'enseignement lui aussi est global. Il bénéficiera, compte tenu du budget et des priorités définies au sein de chaque établissement d'enseignement, à tous les étudiants.

En ne permettant pas au chef d'établissement de refuser l'accès à l'enseignement supérieur artistique aux étudiants ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique et en ne subordonnant pas cet accès au paiement d'un minerval complémentaire, la disposition attaquée ne constitue pas une discrimination au sens du droit communautaire.

Il n'y a pas non plus violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 2 du Premier Protocole additionnel à cette Convention. Cet article 2 vise en effet le droit à l'instruction alors que la norme entreprise a uniquement trait au financement.

Il n'y a pas non plus violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec le règlement C.E. n° 1612/68 dont l'article 12 ouvre le droit d'accès à l'instruction en Belgique aux enfants d'un ressortissant européen établi sur le territoire belge. Outre le fait qu'un tel droit est garanti par l'article 7, 2°, c), de la disposition entreprise, il faut encore relever que cette disposition ne vise que le financement des établissements d'enseignement et non le droit d'accès à l'instruction.

Il n'y a pas non plus lieu de suivre les requérants dans leur critique des critères de financement différenciés au profit de certaines catégories d'étrangers. Les critères sont manifestement objectivement et raisonnablement justifiés par la prise en compte de liens particuliers permanents et organiques ou ponctuels et spécifiques, par la prise en compte de la contribution effective au système éducatif organisé par la Communauté française par le biais du paiement effectif d'impôts en Belgique et par la prise en compte de critères humanitaires.

Quant au nouvel article 10, § 2, 2° et 3°, du décret du 5 août 1995 en ce qu'il opérerait une différence de traitement discriminatoire pour l'accès à l'enseignement artistique supérieur entre les étudiants belges et les étudiants étrangers

A.5.1. Pour justifier de leur intérêt à agir, les requérants doivent encore démontrer qu'ils ne possèdent pas la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne autre que la Belgique et qu'ils n'appartiennent pas à l'une des catégories d'étudiants visées à l'article 7, 2°, a) à j).

A.5.2. Puisque cette deuxième branche du premier moyen ne s'applique qu'aux étudiants ressortissants d'un Etat qui n'est pas membre de l'Union européenne, les seules dispositions sur lesquelles elle peut se fonder sont l'article 24 de la Constitution combiné avec l'article 14 de la Convention européenne des droits de l'homme et l'article 2 du Premier Protocole additionnel à cette Convention. Cet article 2 ne garantit pas un droit d'accès à l'enseignement à tous les étudiants relevant de la juridiction des Etats signataires de la Convention et de son Protocole. Seule une distinction purement arbitraire serait susceptible de violer cette disposition qui ne fait pas obstacle à une réglementation du droit à l'enseignement en fonction des besoins et des possibilités de la communauté et de l'individu. En permettant, dans certaines circonstances, au chef d'établissement de refuser, « par décision formellement motivée », l'inscription d'un étudiant qui n'est pas ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne et qui n'entre pas dans une des catégories spécifiques visées à l'article 7, 2°, b) à j), la disposition entreprise réglemente le droit à l'instruction en fonction d'impératifs pédagogiques et financiers qui permettent de tenir compte des besoins et des possibilités de la communauté.

Quant au nouvel article 10 du décret du 5 août 1995 en ce qu'il n'autoriserait plus les établissements d'enseignement artistique supérieur à refuser l'inscription d'un étudiant n'ayant pas réussi « une épreuve artistique organisée »

A.6.1. Les requérants ne justifient en rien d'un intérêt direct à l'annulation de cette disposition, puisqu'ils ont tous entamé leurs études à l'école de La Cambre et que l'effet allégué de l'application de la norme entreprise ne concernerait que l'organisation de la seule première année d'études.

Le préjudice invoqué par les requérants semble bien excessif et n'est pas encore déterminable. Les effets de l'application immédiate de la norme sont exagérés de manière grossière.

Les requérants ne tiennent pas non plus compte d'une série d'éléments susceptibles de réduire la portée des effets de l'absence éventuelle d'un examen d'entrée, comme par exemple la possibilité laissée au directeur d'établissement de refuser l'inscription de certains étudiants.

A.6.2. Le moyen n'est par ailleurs pas fondé.

Le Gouvernement de la Communauté française soutient que tout établissement pourrait « invoquer sa spécificité et ses impératifs pédagogiques pour demander la possibilité d'organiser une épreuve préalable de sélection ». Or, en plaçant explicitement les établissements d'enseignement artistique supérieur dans une situation différente, le décret attaqué aurait créé une autre forme de discrimination. Par ailleurs, rien n'interdit aux établissements de renforcer les exigences requises pour la réussite de la première candidature.

A titre subsidiaire, ni les termes du décret ni le contenu des travaux préparatoires ne semblent éliminer explicitement toute possibilité d'organiser une épreuve de sélection préalable à l'inscription. Une lecture conciliatrice des dispositions impliquées semble permettre d'affirmer que les dispositions de l'article 11 de l'arrêté royal du 4 avril 1980 et de l'article 5 de l'arrêté royal du 31 août 1978 ne sont pas implicitement abrogées par l'article 10 nouveau du décret du 5 août 1995.

En toute hypothèse, la discrimination invoquée ne trouve pas son origine dans le contenu de l'article 10 mais dans l'absence de réglementation spécifique concernant la possibilité d'organiser une épreuve de sélection. Une annulation de la disposition ne changerait rien au problème et créerait d'autres discriminations, en supprimant les autres motifs du refus d'inscription.

Mémoire du Gouvernement flamand

A.7. Le Gouvernement flamand déclare intervenir dans cette affaire et se réserve explicitement le droit de préciser sa position dans un mémoire ultérieur.

Pour ce qui concerne la première branche du premier moyen, en tant qu'elle invoque la violation des articles 10 et 11 de la Constitution lus en connexité avec l'article 7 du Traité de Rome et avec l'article 12 du règlement du 15 octobre 1968, il s'en remet à la sagesse de la Cour eu égard à la réglementation en vigueur dans la Communauté flamande (article 177, § 1^{er}, 2°, a), du décret du 13 juillet 1994 relatif aux instituts supérieurs en Communauté flamande modifié).

Mémoire en réponse du Gouvernement de la Communauté française

A.8. Le Gouvernement de la Communauté française a transmis, pour avis, à la section de législation du Conseil d'Etat un avant-projet de décret portant diverses mesures urgentes en matière d'enseignement. En principe, ce texte devrait être soumis au vote du Conseil de la Communauté française avant la fin du mois de juillet 1998. L'une des dispositions de cet avant-projet exempte les établissements de l'enseignement artistique supérieur du troisième degré de l'application de certaines des dispositions faisant l'objet du recours. L'adoption de ce décret ferait disparaître l'intérêt au recours à tout le moins dans les deux branches du premier moyen. La Cour n'aurait plus alors qu'à constater au moins partiellement le défaut d'intérêt au recours ou le défaut d'objet du recours.

Encore faudrait-il que ce décret ait franchi toutes les étapes du processus législatif, en ce compris la publication, avant le 4 septembre 1998, ce qui n'est pas une certitude. Dans l'intérêt d'une bonne justice, le Gouvernement de la Communauté française demande en conséquence à la Cour, si le décret susvisé n'était pas publié avant le 4 septembre 1998, de proroger exceptionnellement le délai visé à l'article 25 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 jusqu'à la date de publication dudit décret. Si le texte de l'article 25 ne semble pas permettre explicitement une telle dérogation, il faut cependant se référer à l'esprit de cette disposition. A l'appui de cette thèse, est invoqué un extrait des travaux préparatoires de la loi du 28 juin 1983. L'avantage d'une telle solution serait en outre d'offrir aux requérants un résultat plus favorable que celui résultant d'une annulation partielle de la norme entreprise. Il ne faut par ailleurs pas perdre de vue que la publication d'une norme communautaire par les services du *Moniteur belge* est une compétence fédérale sur laquelle la Communauté française ne dispose d'aucune maîtrise.

A.9. Le Gouvernement de la Communauté française maintient son argumentation quant à l'irrecevabilité du recours en annulation et, par voie de conséquence, des interventions.

Ces interventions sont d'ailleurs elles aussi irrecevables. Les professeurs de La Cambre n'ont aucun intérêt à agir en ce qui concerne le premier moyen, puisque les dispositions en cause concernent uniquement les étudiants.

Ils n'ont pas non plus intérêt en ce qui concerne le deuxième moyen. Leur intérêt est subsidiaire par rapport à celui de l'établissement lui-même. L'argument tiré du lien hiérarchique entre la directrice de l'établissement et le Gouvernement de la Communauté française ne peut être retenu puisqu'un tel rapport hiérarchique existe également entre les professeurs et la Communauté française.

A.10.1. Le Gouvernement de la Communauté française défend à titre principal le caractère totalement non fondé de la première branche du premier moyen. L'article 7 nouveau du décret du 5 août 1995 ne viole pas les dispositions visées au moyen en ce qu'il ne permet pas la perception d'un droit d'inscription complémentaire à charge des étudiants européens mais se contente de limiter à 2 p.c. maximum du nombre d'étudiants belges inscrits le financement des étudiants étrangers.

A titre subsidiaire, si la Cour maintient la solution retenue dans l'arrêt de suspension, il est absolument nécessaire d'effectuer une distinction entre les étudiants étrangers ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne et les autres étudiants étrangers. La motivation de l'arrêt de suspension ne comprend aucun développement en ce qui concerne la différence de traitement entre les Belges, d'une part, et les étudiants étrangers qui ne sont pas ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne, d'autre part. Il est donc surprenant que le dispositif de l'arrêt n'effectue aucune distinction entre étudiants étrangers. Si cette solution était confirmée dans l'arrêt sur le recours en annulation, cela signifierait que l'accès à l'enseignement supérieur, dans sa globalité et sous toutes ses formes, en Communauté française mais aussi dans les autres communautés, devrait être considéré du jour au lendemain comme complètement libre et universellement ouvert.

Une distinction entre étudiants étrangers ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne, d'une part, et non ressortissants d'un tel Etat, d'autre part, peut être objectivement et raisonnablement justifiée pour quatre raisons au moins : l'insupportable charge financière d'un enseignement supérieur universellement accessible, l'absence complète de capacité contributive des étudiants étrangers, l'absence de réciprocité et la nécessité de maintenir un accès à l'enseignement supérieur artistique ouvert à un maximum d'étudiants.

A.10.2. Concernant la deuxième branche du premier moyen, il faut vérifier si la différence de traitement opérée par la disposition litigieuse entre les étudiants ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne et les autres étudiants étrangers peut se justifier objectivement et raisonnablement. La circonstance que cette justification n'apparaît pas immédiatement dans les travaux préparatoires du décret ne rend évidemment pas la norme inconstitutionnelle pour la cause. Il appartient à la Cour d'apprécier le caractère objectivement et raisonnablement justifiable ou non de la norme entreprise. A cet égard, il faut relever que la disposition régleme le droit à l'instruction en fonction d'impératifs pédagogiques et financiers qui permettent de tenir compte des besoins et possibilités de la communauté. Le maintien d'une qualité minimale de l'enseignement artistique supérieur en Communauté française ne permet pas d'assurer sans la moindre limite l'accès aux institutions d'enseignement artistique supérieur à tous les ressortissants de tous les Etats signataires de la Convention européenne des droits de l'homme. Les quatre motifs invoqués plus haut peuvent être transposés ici pour justifier objectivement et raisonnablement la distinction opérée quant au refus d'inscription dans une école artistique supérieure.

A.10.3. Concernant le deuxième moyen, suite à l'arrêt intervenu sur la demande de suspension, le Gouvernement de la Communauté française ne maintient que l'argument développé à titre subsidiaire dans son mémoire. Une lecture conciliatrice des dispositions impliquées semble permettre d'affirmer que les dispositions de l'article 11 de l'arrêté royal du 4 avril 1980 et de l'article 5 de l'arrêté royal du 31 août 1978 ne sont pas implicitement abrogées par l'article 10 nouveau du décret du 5 août 1995. Seule la réforme fondamentale de l'enseignement artistique, et notamment de l'organisation des différents établissements d'enseignement, pourrait venir modifier explicitement les dispositions relatives à l'obligation de réussite d'une épreuve artistique. Une telle lecture conciliatrice aurait exactement le même effet que celui qu'entraînerait l'interprétation de la norme telle qu'elle est proposée par la Cour dans son arrêt n° 62/98, sans devoir impliquer une annulation partielle de la norme entreprise. Cette solution serait, de loin, plus conforme au principe de la présomption de constitutionnalité des normes législatives.

Mémoire en réponse des parties intervenantes C. Molers et consorts

A.11.1. Les membres du corps enseignant de l'école de La Cambre présentent un intérêt incontestable à intervenir dans cette affaire. Leur situation est différente de celle des enseignants en cause dans l'arrêt n° 38/94 du 10 mai 1994. Les normes entreprises dans l'affaire présente ne constituent pas seulement des normes de financement de l'institution mais portent également sur les conditions d'accès à l'enseignement et à la formation. Il faut aussi tenir compte de la situation spécifique de La Cambre, qui compte plus de 30 p.c. d'étudiants étrangers, ce qui signifie que l'article 7 attaqué aura des répercussions certaines sur le programme des cours, sur le contenu de ceux-ci et sur la pédagogie de l'établissement. L'intérêt direct est, d'autre part, évident à l'égard de l'article 10 attaqué puisque l'impossibilité de limiter le nombre d'inscriptions aura pour effet de neutraliser la pédagogie qui fait la spécificité des professeurs de l'école.

Par ailleurs, l'école de La Cambre est un établissement d'enseignement supérieur relevant directement de la Communauté française et ne dispose d'aucun pouvoir organisateur propre ni d'aucune forme d'organisation ou d'administration qui lui permettrait d'agir en son nom propre, à la différence de l'établissement en cause dans l'arrêt n° 38/94 précité.

A.11.2. Concernant le premier moyen, les normes entreprises établissent une discrimination à raison de la nationalité qui est prohibée tant par le Traité C.E. que par le Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme puisqu'un droit d'inscription est imposé comme condition pour l'accès aux études des étudiants ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne. La distinction instaurée n'est justifiée par aucun critère objectif au regard des dispositions du Traité C.E. et de la Constitution belge. La différence de traitement ne porte pas uniquement sur l'octroi du financement mais se répercute inévitablement sur le droit à l'instruction et sur l'accès à la formation universitaire dans le domaine artistique. L'arrêt n° 62/98 du 4 juin 1998 est invoqué à l'appui de cette thèse. Les parties s'interrogent enfin sur le sort des étudiants étrangers qui se trouvent pour le moment en plein cursus et qui du jour au lendemain ne seraient plus subventionnables alors qu'ils ont déjà suivi une ou plusieurs années d'études avec succès.

Concernant le second moyen, il est objecté à la thèse soutenue à titre principal par la Communauté française que la spécificité et les impératifs pédagogiques de l'école de La Cambre étaient bien reconnus auparavant et que l'établissement était ainsi placé de fait et de droit dans une situation différente de celle des autres établissements d'enseignement supérieur. Il ne s'agit donc point d'invoquer ici *in abstracto* des spécificités pour tenter de bénéficier d'une « discrimination » mais bien tout simplement d'invoquer des spécificités existantes et déjà reconnues par le pouvoir communautaire lui-même, pour postuler que les différences de fait doivent conduire à un traitement différencié en droit. L'arrêt n° 62/98 est également invoqué.

Concernant la thèse défendue à titre subsidiaire par la Communauté française, la perplexité est de mise. Cette thèse contredit radicalement les thèses développées à titre principal; par ailleurs, la lecture conciliatrice est manifestement contraire aux termes et à l'esprit des nouvelles dispositions. La disposition attaquée instaure en effet dans le chef des étudiants un droit à s'inscrire dans l'établissement de leur choix et ne réserve de possibilités de refus d'inscription par la direction de l'établissement que dans des hypothèses strictement limitées. Ces hypothèses constituant des

dérogrations à un droit subjectif, elles doivent faire l'objet d'une interprétation restrictive; l'article 11 de l'arrêté du 4 avril 1980 constituant la base juridique de l'examen d'entrée contesté ne peut donc être qu'implicitement abrogé. Dans la hiérarchie des sources du droit, un décret a en outre primauté par rapport à un arrêté royal, surtout si, comme en l'occurrence, il s'agit d'un arrêté antérieur.

Il est enfin faux de soutenir que la discrimination invoquée ne trouve pas son origine dans le contenu de l'article 10 puisqu'il suffit de constater que l'examen d'entrée se fonde actuellement sur l'arrêté royal du 4 avril 1980, plus précisément son article 11, et qu'il n'y a donc aucune absence de réglementation spécifique.

Mémoire en réponse du Gouvernement flamand

A.12.1. Comme le relève le Gouvernement de la Communauté française, en tant que leur recours est dirigé contre l'article 7 du décret du 5 août 1995 (dans la première branche de leur premier moyen), les requérants n'ont un intérêt suffisant qu'à l'égard de l'article 7, 2°, deuxième partie de la deuxième phrase.

En tant que leur recours est dirigé contre l'article 10 du décret du 5 août 1995, les requérants n'ont, vu le contenu de la deuxième branche de leur premier moyen, qu'un intérêt suffisant à l'égard du paragraphe 2, 2°, et éventuellement 3°. De plus, vu l'articulation du premier moyen, les parties devraient encore fournir la preuve, si les conditions liées au droit d'inscription disparaissent suite à l'annulation de la disposition déjà suspendue par la Cour, qu'elles ne possèdent pas la nationalité d'un Etat membre de l'Union européenne et qu'elles ne ressortissent pas à l'une des catégories visées à l'article 7, 2°, a) à j).

A.12.2. Concernant la première branche du premier moyen, étant donné la législation applicable en Communauté flamande (article 177, § 1^{er}, 2°, a), du décret du 13 juillet 1994 concernant les hautes écoles dans la Communauté flamande tel qu'il a été modifié), le Gouvernement flamand s'en remet à la sagesse de la Cour.

En tant que cette branche dénonce également la différence de traitement qui est faite entre les différentes catégories d'étudiants étrangers, mis à part le problème des ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, il faut considérer que la différence repose sur un critère objectif qui prend en outre en compte le but poursuivi et respecte le principe de proportionnalité. Elle repose en effet sur le lien spécifique de l'étudiant étranger avec la Belgique et/ou avec une de ses communautés et il est pertinent de financer de la même manière l'étudiant qui peut faire apparaître ce lien et l'étudiant belge. En outre, les étudiants étrangers autres que ceux qui sont visés à l'article 7 peuvent être pris en considération pour le financement avec la limite du maximum de 2 p.c. du nombre d'étudiants belges, limite qui est objectivement justifiée compte tenu des moyens financiers disponibles dont la Communauté dispose eu égard à l'étendue de ses tâches en matière d'enseignement et en dehors de cette matière.

Le législateur peut valablement faire une distinction entre les étudiants étrangers suivant qu'ils sont ou non membres d'un Etat de l'Union européenne. L'arrêt du 7 août 1996 de la Cour européenne des droits de l'homme est invoqué à l'appui de cette thèse. Cette distinction repose sur une justification objective et raisonnable : les Etats membres de l'Union européenne forment un ordre juridique spécifique. Dans le même contexte, il n'est pas interdit de demander à des étudiants étrangers qui ne sont pas membres d'un Etat de l'Union européenne un droit d'inscription particulier.

Concernant la deuxième branche du premier moyen, le Gouvernement flamand s'en réfère à l'argumentation de la Communauté française sous la seule réserve de ce qui a été déjà dit concernant les étudiants étrangers ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne quant à la prise en considération de ces étudiants pour le calcul de la norme de 2 p.c.

A.12.3. Concernant le deuxième moyen, le Gouvernement flamand est d'avis que la spécificité de l'enseignement artistique supérieur peut justifier une certaine limitation de l'accès à l'enseignement, qui peut être rendue nécessaire par application des règles d'égalité et de liberté d'enseignement, sur la base des besoins et des possibilités de la communauté et de l'individu. Le Gouvernement flamand est cependant d'avis que le choix quant à la manière dont l'accès ou l'accès futur à l'enseignement doit être limité appartient au législateur compétent.

Mémoire en réponse des parties requérantes

A.13.1. Les étudiants de l'établissement sont lésés directement par les dispositions du nouvel article 7 du décret du 5 août 1995. Le mode de détermination du financement qui est prévu par cette disposition affecte directement et défavorablement leur situation puisque la continuité de l'enseignement et plus particulièrement de l'outil pédagogique de l'école est niée par les dispositions attaquées. Les requérants sont atteints dans leur droit à l'instruction, tel qu'il est reconnu par les dispositions invoquées à l'appui du moyen.

De plus, en raison de la composition de la population scolaire de La Cambre, c'est l'existence même de l'établissement artistique qui est mise en péril dès lors que les étudiants étrangers, qui représentent au total plus de 30 p.c. du nombre d'étudiants, seront écartés du financement.

La référence à l'arrêt n° 38/94 de la Cour d'arbitrage n'est pas pertinente parce que in specie l'école de La Cambre ne dispose d'aucun pouvoir organisateur distinct de la Communauté française et surtout parce que La Cambre ne jouit d'aucune personnalité juridique propre ni d'aucune entité structurelle lui permettant d'ester en justice à défaut de conseil d'administration ou de conseil de direction.

Concernant les éléments de preuve demandés par la Communauté française, les documents ad hoc ont été remis au greffe de la Cour.

A.13.2. Les étudiants de l'établissement ont également intérêt à l'annulation du nouvel article 10 du décret du 5 août 1995. La thèse de la Communauté française ne peut être retenue parce qu'elle reviendrait à supprimer toute possibilité pour un étudiant régulièrement inscrit auprès d'un établissement scolaire de poursuivre l'annulation d'une norme législative lui faisant grief. Par ailleurs, il faut observer que le dommage que subiront les requérants est certain : en l'absence d'épreuve préalable, il y aura un accroissement considérable de la population estudiantine qui portera irrémédiablement atteinte à la qualité de l'enseignement. Il est par ailleurs curieux que la partie intervenante soutienne que le préjudice puisse être évité par des refus d'inscription laissés à l'entière autonomie de la direction.

A.13.3. Concernant la première branche du premier moyen, il faut relever que lorsqu'un Etat membre met en oeuvre des cours d'enseignement concernant notamment la formation professionnelle, le fait d'exiger du ressortissant d'un autre Etat membre licitement installé dans le premier Etat un droit d'inscription, qui n'est pas exigé pour ses propres ressortissants, constitue une discrimination en raison de la nationalité interdite par l'article 7 du Traité. La partie intervenante reconnaît d'ailleurs que le mode de financement de l'école est une manière insidieuse mais certaine de limiter l'accès à l'école de La Cambre.

L'interprétation conciliante qui est proposée par la Communauté française n'est pas conforme à une interprétation raisonnable du texte, qui prévoit sans aucun doute une intervention financière des étudiants. Si par impossible, il fallait suivre l'interprétation de la Communauté française, il convient de remarquer que l'établissement ne pourrait pallier l'absence de financement par ses propres moyens et que nécessairement en toute hypothèse, l'accès à la formation serait limité, et ce au détriment des étudiants étrangers qui ne feront pas partie de ces étudiants susceptibles d'être financés.

A.13.4. Concernant la deuxième branche du premier moyen, il faut souligner que la disposition en cause instaure une discrimination fondée sur l'origine nationale non susceptible de justification objective et raisonnable et méconnaissant toute proportionnalité entre les moyens employés et le but visé. Cette situation est aggravée par ailleurs en raison de l'absence de toute motivation devant fonder le refus d'inscription par la direction. C'est d'autant moins admissible qu'est en cause le droit à l'instruction, droit qui fait partie des principes fondamentaux auxquels a égard la Cour d'arbitrage lorsqu'elle doit apprécier des distinctions entre Belges et étrangers. L'accès aux établissements d'enseignement est une composante essentielle du droit à l'instruction; il inclut le choix de l'établissement qui peut se faire en raison d'un projet pédagogique déterminé, en raison du caractère de l'enseignement et de l'école.

A.13.5. Concernant le second moyen, la spécificité de l'enseignement artistique supérieur de qualité qui est dispensé par l'école de La Cambre est rappelée. La Cambre est un lieu d'apprentissage de techniques, un lieu de pratique d'activités artistiques et de création. Il en résulte des différences objectives qui justifient un traitement approprié. La relation maître-étudiant doit pouvoir rester une priorité et à cette fin, il est impératif d'adapter le niveau d'encadrement et donc le financement nécessaire. L'école de La Cambre est donc un établissement d'enseignement supérieur qui se présente de manière radicalement différente par rapport aux autres établissements et qui justifie de ce fait des règles particulières en droit correspondant à cette différence de fait.

L'interprétation conciliante invoquée par la Communauté française ne peut trouver appui sur le texte attaqué, qui abroge de manière certaine l'organisation de tout examen tel qu'il fut organisé jusqu'à présent.

- B -

Quant à la demande de prorogation du délai visé à l'article 25 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

B.1.1. Par son arrêt n° 62/98 du 4 juin 1998, la Cour a suspendu les dispositions entreprises.

B.1.2. Le Gouvernement de la Communauté française, se fondant sur les travaux préparatoires de l'article 25 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, demande à la Cour, dans l'intérêt d'une bonne justice, de proroger exceptionnellement le délai prévu par cet article, jusqu'à la date de la publication d'un décret modificatif.

B.1.3. Cet article énonce :

« La Cour rend son arrêt sur la demande principale dans les trois mois du prononcé de l'arrêt ordonnant la suspension. Ce délai ne peut être prorogé.

Si l'arrêt sur la demande principale n'est pas rendu dans ce délai, la suspension cesse immédiatement ses effets. »

B.1.4. La Cour ne peut infléchir le sens d'une disposition législative en faisant prévaloir sur son texte clair des déclarations qui ont précédé son adoption.

La Cour ne peut donc accéder à la demande faite par le Gouvernement de la Communauté française.

Quant à la recevabilité du recours en annulation

B.2.1. Le Gouvernement de la Communauté française soutient que les parties requérantes ne justifient pas de l'intérêt requis à l'annulation des dispositions entreprises.

B.2.2. Les parties requérantes sont des étudiants belges et étrangers de l'Ecole nationale supérieure des arts visuels « La Cambre ». Cet établissement se caractérise par la pratique d'une pédagogie qui favorise par priorité la relation maître-étudiant, au sein de petits groupes composés d'étudiants belges et étrangers, qui n'ont été admis qu'après avoir réussi une épreuve artistique.

B.2.3. L'article 7 nouveau du décret du 5 août 1995 n'admet, parmi les étudiants régulièrement inscrits comme entrant en ligne de compte pour le financement, les étudiants étrangers autres que ceux mentionnés aux points a) à j) qu'à concurrence de 2 p.c. maximum du nombre d'étudiants belges et à la condition qu'ils paient un droit d'inscription complémentaire. Par ailleurs, l'article 10, § 2, nouveau, du décret permet de refuser l'inscription des étudiants visés à l'article 7, 2°, k), dudit décret.

L'article 10, § 2, nouveau du décret ne permettrait pas, selon les requérants, de refuser l'inscription d'un étudiant parce qu'il n'a pas réussi un examen d'entrée préalable à l'inscription en première année.

B.2.4. Tous les étudiants requérants peuvent être affectés directement et défavorablement par l'une ou l'autre de ces dispositions, en ce qu'elles sont de nature à porter atteinte à la qualité de l'enseignement artistique dans l'établissement « La Cambre », à la spécificité de la pédagogie qui y est pratiquée, à la réputation de l'établissement et par conséquent à la valeur du diplôme que les parties requérantes souhaitent y obtenir.

L'article 7 peut en outre affecter directement et défavorablement les étudiants étrangers requérants. Il en va de même pour l'article 10, § 2, en ce qui concerne les étudiants étrangers qui ne sont pas ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne.

B.2.5. L'exception d'irrecevabilité du recours est rejetée.

Quant à la recevabilité de l'intervention

B.3.1. Le Gouvernement de la Communauté française conteste l'intérêt à intervenir des professeurs de La Cambre.

B.3.2. L'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 autorise toute personne justifiant d'un intérêt à intervenir dans une procédure en annulation à la condition de déposer un mémoire dans le délai prescrit.

En tant qu'enseignants, les parties intervenantes ne sont pas affectées directement par l'article 7, nouveau, précité. S'il est vrai qu'une telle disposition pourrait avoir des répercussions indirectes sur leur situation, il n'en demeure pas moins que ce sont les étudiants eux-mêmes qui sont directement atteints par cette disposition.

Les enseignants peuvent en revanche être affectés directement et défavorablement par l'article 10, § 2, nouveau, précité parce que cette disposition est de nature à porter atteinte à la qualité spécifique de l'enseignement artistique dans l'établissement « La Cambre », à la réputation de l'établissement et à leurs conditions de travail au sein de cet établissement.

L'intervention est recevable en ce qu'elle concerne l'article 10, § 2, nouveau du décret.

Quant au premier moyen

Sur les deux branches du moyen

B.4.1. L'article 7 nouveau du décret du 5 août 1995 prévoit dans son point 2°, k), la perception d'un droit d'inscription complémentaire pour les étudiants étrangers, européens ou non européens, qui ne sont pas mentionnés au point 2°, a) à j).

B.4.2. La disposition attaquée établit, pour ce qui concerne la condition d'un droit d'inscription complémentaire, une distinction qui se fonde sur la nationalité des étudiants concernés.

En ce qui concerne les étudiants étrangers ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne

B.5.1. La distinction critiquée ne peut se justifier en tant qu'il s'agit d'étudiants qui sont ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne : l'article 6 du Traité instituant la Communauté européenne (anciennement article 7 du Traité instituant la Communauté économique européenne) interdit, dans le domaine d'application du Traité, toute distinction fondée sur la nationalité.

B.5.2. Sans préjudice des articles 126 et 127 de ce Traité, tels qu'ils ont été modifiés par le Traité de Maastricht du 7 février 1992, il convient de relever que selon la Cour de justice des Communautés européennes, les conditions d'accès à la formation professionnelle relèvent du domaine d'application du Traité et que « l'imposition d'une redevance, d'un droit d'inscription ou d'un minerval, comme condition pour l'accès aux cours d'enseignement professionnel, aux étudiants ressortissant des autres Etats membres, alors qu'une même charge n'est pas imposée aux étudiants nationaux, constitue une discrimination en raison de la nationalité prohibée par l'article 7 du traité » (arrêt Gravier du 13 février 1985, C.J.C.E., Rec., p. 615).

L'exigence d'un droit d'inscription complémentaire dans un établissement d'enseignement artistique comme La Cambre constitue une condition d'admission pour suivre une formation en vue de l'accès à une profession et relève du champ d'application dudit Traité.

B.5.3. Les articles 10 et 11 de la Constitution ont une portée générale. Ils interdisent toute discrimination, quelle qu'en soit l'origine : les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination sont applicables à l'égard de tous les droits et de toutes les libertés, en ce compris ceux résultant des conventions internationales liant la Belgique, rendues applicables dans l'ordre juridique interne par un acte d'assentiment et ayant effet direct.

B.5.4. La distinction entre les étudiants belges et les étudiants qui sont ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne n'est dès lors pas compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 6 du Traité C.E.

En ce qu'il est pris de la violation de ces dispositions, le moyen est fondé.

En ce qui concerne les étudiants étrangers qui ne sont pas ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne

B.6.1. Les Etats membres de l'Union européenne forment une communauté ayant un ordre juridique spécifique et ayant institué une citoyenneté propre caractérisée par un certain nombre de droits et d'obligations. Une différence de traitement fondée sur l'appartenance à cette communauté repose sur un critère objectif.

B.6.2. Il convient cependant d'examiner en l'espèce, en matière d'accès à l'enseignement supérieur, si la mesure en cause est en rapport avec l'objectif poursuivi et si elle n'est pas disproportionnée par rapport à cet objectif.

B.6.3. La mesure critiquée fixe à 2 p.c. maximum le nombre d'étudiants étrangers qui entrent en ligne de compte pour le financement, sans distinguer s'ils sont ou non ressortissants d'un pays de l'Union européenne, de telle sorte qu'elle ne permet ni de déterminer dans quelle proportion la mesure concerne des Européens et des non-Européens ni de savoir si des non-Européens pourront être admis, compte tenu de l'article 10, § 2, 2°, nouveau.

B.6.4. En outre, la mesure subordonne la prise en considération des étudiants étrangers au paiement d'un droit complémentaire dont ni le montant maximum ni les critères d'évaluation n'ont été déterminés par le législateur décréteur, de telle sorte que la Cour ne peut exercer son contrôle.

B.6.5. Enfin, à aucun moment, au cours des travaux préparatoires, il n'a été tenu compte de la catégorie d'établissements à laquelle appartient l'Ecole de la Cambre. Ces établissements fondent la qualité de leur enseignement artistique, la spécificité de leur pédagogie et la valeur des diplômes qu'ils décernent, à la fois sur la sélection qualitative des étudiants qui y sont admis et sur la possibilité qui leur est donnée d'y côtoyer des artistes belges et étrangers.

B.6.6. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination s'opposent à ce que soient traitées de manière identique, sans qu'apparaisse une justification raisonnable, des catégories de personnes se trouvant dans des situations qui, au regard de la mesure considérée, sont essentiellement différentes.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.6.7. En prenant une mesure fondée manifestement sur un objectif budgétaire, sans qu'ait été examiné si cet objectif doit l'emporter sur toute autre considération à l'égard d'établissements qui ont la vocation spécifique mentionnée en B.6.5, le législateur décréteur, qui n'a manifesté à aucun moment la volonté de remettre en cause cette spécificité, a pris une mesure qui, compte tenu des effets qu'elle peut avoir à l'égard de ces établissements, n'est pas raisonnablement justifiée.

B.6.8. En ce qu'il est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, le moyen est fondé.

Quant au second moyen

B.7. Le second moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 24 de la Constitution, en ce que l'article 27 du décret attaqué, qui insère un article 10 dans le décret du 5 août 1995, dispose que l'étudiant choisit librement l'établissement auquel il souhaite s'inscrire et que la direction ne peut refuser son inscription par décision formellement motivée que dans certains cas limités, parmi lesquels ne figure pas l'obligation de réussite d'une épreuve artistique organisée.

B.8. Le moyen revient à soutenir que, en ne prévoyant que trois hypothèses de refus d'admission, l'article 10, § 2, aurait implicitement abrogé les dispositions réglementaires qui subordonnent l'accès à une école telle que « La Cambre » à la réussite d'une épreuve artistique (article 1^{er} de l'arrêté royal du 31 août 1978 relatif aux conditions de classement de l'enseignement des arts plastiques de plein exercice dans les trois degrés de l'enseignement artistique supérieur; article 11 de l'arrêté royal du 4 avril 1980 fixant les nouvelles structures et l'organisation des études de l'Ecole nationale supérieure des arts visuels de la Cambre).

B.9. Les arrêtés royaux des 31 août 1978 et 4 avril 1980 ont tous deux été pris en exécution de la loi du 14 mai 1955 sur l'enseignement artistique, dont la survie du moins en partie doit notamment se déduire de l'article 9, § 1^{er}, 4^o, nouveau, du décret du 5 août 1995. Le premier établit le régime organique de l'enseignement artistique supérieur du troisième degré et pose comme conditions d'admission :

- « 1^o la possession du diplôme homologué d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur;
- 2^o la réussite d'une épreuve artistique dont le programme est fixé par le Ministre. »

Le second reprend les mêmes conditions d'admission à la première année du premier cycle de l'Ecole nationale supérieure des arts visuels de la Cambre (article 11).

B.10. Il ne ressort ni du texte de l'article 10, § 2, ni de ses travaux préparatoires, qu'en énumérant trois causes de refus d'admission fondées sur des motifs disciplinaires ou financiers, le législateur décretaal aurait énuméré de façon exhaustive les possibilités de refus d'inscription et aurait entendu abroger implicitement les conditions d'admission exigées par le régime organique et par les dispositions relatives à la structure générale de l'Ecole de La Cambre.

B.11. Dans son mémoire en réponse et à l'audience du 9 juillet 1998, le Gouvernement de la Communauté française a confirmé que le législateur décretaal n'avait pas eu l'intention d'abroger les arrêtés royaux précités et il a invité la Cour à interpréter la disposition litigieuse en ce sens. Il a ajouté que seule une réforme fondamentale de l'enseignement artistique pourrait abroger ces arrêtés royaux et modifier explicitement les dispositions relatives à l'obligation de réussite d'une épreuve artistique.

B.12. L'article 10, § 2, précité doit s'interpréter en ce sens qu'il n'abroge ni l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 31 août 1978, ni l'article 11 de l'arrêté royal du 4 avril 1980. L'épreuve d'admission prévue par ces dispositions n'étant pas supprimée, le moyen est sans objet.

Par ces motifs,
la Cour
annule

dans le décret de la Communauté française du 5 août 1995 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur tel qu'il est modifié par l'article 27 du décret-programme de la Communauté française du 24 juillet 1997 portant diverses mesures urgentes concernant l'enseignement :

— l'article 7, 2^o, k), deuxième phrase;

— à l'article 10, § 2, 2^o, les termes « par l'article 7, 2^o, k), sauf s'il est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, ou »;

rejette le recours pour le surplus, sous la réserve d'interprétation mentionnée au B.12, en ce qui concerne la portée de l'article 10, § 2.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 15 juillet 1998.

Le greffier,
L. Potoms

Le président,
M. Melchior

ARBITRAGEHOF

N. 98 — 1969

[C — 98/21299]

Arrest nr. 91/98 van 15 juli 1998

Rolnummer 1305

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 27 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 met betrekking tot diverse dringende maatregelen in verband met het onderwijs, in zoverre het de artikelen 7 en 10 invoegt in het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs, ingesteld door Maria Navarro Diego en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters P. Martens, J. Delruelle, E. Cerexhe, H. Coremans en A. Arts, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 4 maart 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 11 maart 1998, is beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 27 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 met betrekking tot diverse dringende maatregelen in verband met het onderwijs (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 5 november 1997), in zoverre het de artikelen 7 en 10 invoegt in het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs, door M. Navarro Diego, T. Mourinho, M. Ribeiro Dos Anjos, S. Saurer, E. Mavodones, A. Rajszyz, I. Gleditsch, D. Hilfiker, A. Mpange Enkobo, R. Kot, M. Taira, F. Ferdjioui, C. du bois de Dunilac, Y. Xu, R. Cappacioli, J. Wintjes, C. Da Silva Correia, J. Snow, E. Gronbach, S. Walsh, M. Courdavault, C. Dubois, C. Gautron, C. Montagnon, H. Champagnac, O. Joessel, A. Madesclaire, A. Puvis de Chavannes, C. de Chillaz, V. Gameiro Lopes, M. Ruppe, J. Baudoin, E. Ferry, S. Witte, K. Deparnay, H. Gauthier, Y. Henry, D. Marle, B. Terdjani, C. Bitsch, J. Claessens, S. Dosda, D. Stampfli, C. Bordan, C. Dubnick Maren, M. Gallis Pereira Baraona, C. Marchand, A. Petit, B. Eugene, S. Panknin, G. Guegan, Y. Jolly, S. Santana Feid, M. Ganon, P. Guilbert Brice, S. Stento, M. Salazar Cerruto, S. Zahir, D. Silva Dominguez, E. Ona Selfa Jose en C. Guerreiro Felix, die keuze van woonplaats hebben gedaan te 1060 Brussel, Gulden-Vlieslaan 68/9.

De vordering tot schorsing van dezelfde decretale bepalingen, ingesteld door dezelfde verzoekers, is ingewilligd bij het arrest nr. 62/98 van 4 juni 1998, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 juni 1998.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 11 maart 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 26 maart 1998 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 maart 1998.

Memories zijn ingediend door :

— C. Molers, P. Pairon, A. Prevot, E. Van Vyve, N. Goetghebeur, M. Joly, V. Furnelle, J. Guisset, T. Aughuet, V. Gevers, Y. Vernard, M. Reding, J.-E. Duvivier, P. Szonyi, R. Dyszko-Wokski, P. Lucas, G. Pirotte, T. Gilles, A. Radermecker, J.-C. Palisse, A. Jacobs, B. Villers, R. Ballau, M. Serck-Dewaide, G. Terfue, D. Staelens, F. A. D'Haeseleer, M. Van Bellinghen, B. Lorge, G. De Volder, B. Verschuere, F. Colpé, D. De Rudder, C. Warmoes, J. Cotton, L. Gerard, D. Driesmans, M. Romazzotti, E. Levy, P. Ledocte, E. Dekyndt, A. Wauters, J.-P. Bauduin, M. Beernaerts, C. Oluff, B. Junius, L. Bru, F. Collet, D. Van Den Bergh, N. Malevez, M. Pasternak, G. Bauclair, C. Katz, A. Born-Godfroid, E. Creyf, A. D'Hooghe, V. Cartuyvels, J. Van Brabant, J.-P. Van Tieghem, S. Bertot, I. Vranckx, C. Stassart, J.-C. Geluck, J. Paternotte, R. Henry, J.-C. De Behels, B. Thelen, J.-P. Point, F. Bausart, A. Thimmesch, S. Thiry, M. Jacques, J.-A. Glatigny, V. Baccarini, M. Decroly, E. Duliere, F. Derleyn, C. Carez en G. Vercheval, die keuze van woonplaats hebben gedaan te 1000 Brussel, Emile De Motlaan 19, bij op 2 april 1998 ter post aangetekende brief;

— de Franse Gemeenschapsregering, Surllet de Chokierplein 15-17, 1000 Brussel, bij op 11 mei 1998 ter post aangetekende brief;

— de Vlaamse Regering, Martelaarsplein 19, 1000 Brussel, bij op 14 mei 1998 ter post aangetekende brief.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 22 mei 1998 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

— C. Molers en anderen, bij op 22 juni 1998 ter post aangetekende brief;

— de Franse Gemeenschapsregering, bij op 22 juni 1998 ter post aangetekende brief;

— de Vlaamse Regering, bij op 23 juni 1998 ter post aangetekende brief;

— de verzoekende partijen, bij op 7 juli 1998 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 24 juni 1998 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 9 juli 1998.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 24 juni 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 9 juli 1998 :

— Zijn verschenen :

. Mr. V. De Wolf en Me P. Simonart, advocaten bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen;

. Mr. J. Sohier, advocaat bij de balie te Brussel, voor de tussenkomen partijen;

. Mr. M. Nihoul, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Franse Gemeenschapsregering;

. Mr. P. De Somere *loco* Mr. P. Devers, advocaten bij de balie te Gent, voor de Vlaamse Regering;

— hebben de rechters-verslaggevers J. Delruelle en A. Arts verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. De bestreden bepalingen

« Art. 27. [In het decreet van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs] wordt een hoofdstuk II ingevoegd met als titel ' Beschikkingen betreffende de noties " regelmatig ingeschreven student " en " student die in aanmerking komt voor de financiering " in het hoger artistiek onderwijs en in het artistiek onderwijs ' en de artikelen 6 tot 15 omvattend, als volgt opgesteld :

' Hoofdstuk II. Beschikkingen betreffende de noties " regelmatig ingeschreven student " en " student die in aanmerking komt voor de financiering " in het hoger artistiek onderwijs en in het artistiek hoger onderwijs.

[...]

Artikel 7. Onder de regelmatig ingeschreven studenten, komen in aanmerking voor de financiering :

1° de studenten van Belgische nationaliteit;

2° volgende buitenlandse studenten :

a) van Luxemburgse nationaliteit;

b) van wie de vader of de moeder of de wettelijke voogd van Belgische nationaliteit zijn;

c) van wie de vader of de moeder of de voogd regelmatig in België verblijven;

d) van wie de echtgenoot in België verblijft en er een beroepsactiviteit uitoefent of er een vervangingsinkomen geniet;

e) die in België verblijven en er de voordelen genieten verbonden aan het statuut van vluchteling of kandidaat vluchteling, toegekend door de delegatie in België van het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen van de Verenigde Naties, evenals zij van wie de vader of de moeder of de wettelijke voogd zich in dezelfde situatie bevindt;

f) die ten laste genomen werden of onderhouden worden door de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn, in een tehuis dat aan deze laatste toebehoort, of in een tehuis waar ze ondergebracht werden;

g) die in België verblijven, er een ware en effectieve beroepsactiviteit uitoefenen of er een vervangingsinkomen genieten;

h) die staatsburgers zijn van een land dat met België of met de Franse Gemeenschap een specifiek akkoord heeft gesloten, in het kader van de limieten van dit akkoord;

i) die een studiebeurs bekomen hebben verleend door de nationale kredieten voor ontwikkelingssamenwerking;

j) die een studiebeurs bekomen hebben van de Franse Gemeenschap in het kader en binnen de limieten van een cultureel akkoord gesloten door België of door de Franse Gemeenschap;

k) andere dan deze vermeld onder punten a) tot j). Deze studenten zijn echter slechts medebepalend tot maximum 2 p.c. van het aantal Belgische studenten die regelmatig ingeschreven zijn op 1 februari van het voorgaande school- of academisch jaar in de betrokken instelling en op voorwaarde dat het vereiste aanvullend inschrijvingsrecht door de instelling ontvangen werd en overgemaakt naar het ministerie van de Franse Gemeenschap;

[...]

Artikel 10. § 1. De student kiest vrij de instelling waar hij zich wenst in te schrijven. Elke student kan zich inschrijven in de instelling van zijn keuze tot 15 november van het lopende academie- of schooljaar.

§ 2. De directie van de instelling bedoeld onder § 1, kan echter de inschrijving weigeren door een uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing :

1° indien bedoelde student gedurende het voorgaande academie- of schooljaar het voorwerp was van een disciplinaire maatregel die zijn verwijdering uit de instelling tot gevolg had voor de rest van het school- of academiejaar;

2° indien de student bedoeld wordt onder artikel 7, 2° k) behalve als hij een staatsburger is van een Lidstaat van de Europese Unie, of door artikel 9 van dit decreet;

3° indien de student in kwestie zijn inschrijving vraagt voor een cursusprogramma dat geen financiering door de Franse Gemeenschap met zich meebrengt.

§ 3. De mededeling die de student informeert dat zijn inschrijving geweigerd werd, moet gebeuren binnen een termijn van 15 dagen, die begint op de dag waarop de aanvraag van de student ontvangen werd.

§ 4. De student aan wie de inschrijving geweigerd werd, moet hiervan op de hoogte gebracht worden via een aangetekend schrijven. Deze mededeling bevat eveneens de uitvoeringsmodaliteiten voor het indienen van een bezwaar.

Indien deze weigering uitgaat van een instelling georganiseerd door de Franse Gemeenschap, dan kan de student binnen de 10 dagen en per aangetekend schrijven beroep aantekenen tegen de beslissing bij de Regering, die de weigering binnen de 30 dagen ongeldig kan verklaren.

Indien de weigering uitgaat van een instelling gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, dan kan de student binnen de 10 dagen en per aangetekend schrijven beroep aantekenen tegen de beslissing bij de commissie bedoeld onder de laatste alinea, die de weigering binnen de 30 dagen ongeldig kan verklaren.

In hun reglementaire beschikkingen, voorzien de instellingen gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de creatie en de organisatie van een commissie die belast is met het ontvangen van klachten in verband met inschrijvingsweigeringen van studenten. Deze commissie, die een gewaarborgd onafhankelijk karakter heeft, kan, mits eerbiediging van de modaliteiten vastgesteld door de reglementaire beschikkingen, de weigering ongeldig verklaren.

§ 5. Het bewijs dat de student zich niet in de gevallen bevindt bedoeld onder § 2, 2° wordt geleverd door elk bewijskrachtig document of bij gebrek daaraan door een verklaring op zijn eer getekend door de student.

In geval van bedrog, verliest de student onmiddellijk de hoedanigheid van regelmatig ingeschreven student, evenals de rechtmatige gevolgen verbonden aan het slagen in de proeven.

§ 6. Vanaf het academiejaar 1998-1999 en behalve afwijking verleend door de Regering, in de voorwaarden die ze bepaalt, kan niemand voor de studies worden ingeschreven indien hij het bewijs niet leverde de Franse taal voldoende meester te zijn.

Dit bewijs kan geleverd worden door :

1° hetzij het slagen in een examen met deze bedoeling ingericht door een of meerdere instellingen volgens de beschikkingen vastgelegd door de Regering;

2° hetzij door het bezit van een diploma, Belgisch of buitenlands, dat de eindcyclus bekrachtigt van secundaire of hogere studies gevolgd in een instelling waarvan de onderwijstaal gedeeltelijk de Franse taal is;

3° door het bezit van een diploma, Belgisch of buitenlands, dat de eindcyclus bekrachtigt van secundaire of hogere studies gevolgd in een instelling waarvan de onderwijstaal gedeeltelijk de Franse taal is, indien na onderzoek van het studieprogramma gevolgd in het kader van deze studies, de Regering met het oog op de toepassing van deze bepaling, het bezit van dit diploma gelijkstelt met dat van het diploma bedoeld onder 2°; de Regering bepaalt de lijst van de aldus gelijkgestelde diploma's.

Het diploma dat de eindcyclus bekrachtigt of een cyclus van hogere studies gevolgd in een instelling afhankelijk van de Duitstalige Gemeenschap en waarvan de onderwijstaal gedeeltelijk de Franse taal is wordt gelijkgesteld met een van de diploma's bedoeld onder 2°.

[...] »

IV. *In rechte*

- A -

Verzoekschrift

Ten aanzien van het belang van de verzoekende partijen

A.1. De bestreden bepalingen hebben tot gevolg dat zij de meerderheid van de buitenlandse studenten uitsluiten van de financiering door de Franse Gemeenschap en in ieder geval indien hun aantal hoger is dan 2 pct. van het aantal regelmatig ingeschreven Belgische studenten en dat zij klaarblijkelijk zowel de instelling en de organisatie ervan als de studenten benadelen, doordat artikel 10 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995, ingevoegd bij artikel 27 van het bestreden decreet, tot gevolg heeft dat het elke mogelijkheid uitsluit om een aan de inschrijving in het eerste jaar voorafgaand toelatingsexamen te organiseren.

De bestreden bepalingen dreigen bovendien nadelige gevolgen te hebben voor het leerplan en de onderwijsmethode van de « Ecole nationale supérieure des arts visuels de ' La Cambre ' », een instituut dat op specifieke wijze de nadruk legt op dat aspect, dat deel uitmaakt van haar bekendheid.

De onmogelijkheid om een toelatingsexamen te organiseren is tevens strijdig met het belang van de studenten omdat een dergelijk examen het de kandidaat mogelijk maakt in te schatten of hij bekwaam en geschikt is om dat onderwijs van het lange type te volgen.

De onmiddellijke toepassing van de bestreden bepalingen, bij de aanvang van het volgende academiejaar, zal de verzoekers een ernstig nadeel berokkenen.

Wat in de eerste plaats het feit betreft dat voor de financiering de buitenlandse studenten boven de drempel van maximum 2 pct. van het aantal regelmatig ingeschreven Belgische studenten worden afgewezen, dient de zeer bijzondere situatie te worden beklemtoond van de « La Cambre »-school, die voor bijna 30 pct. buitenlandse studenten telt, welke worden aangetrokken door de internationale faam en de bekendheid van de school, met name vanwege haar onderwijsmethodes. De toegang van die buitenlandse studenten tot het onderwijs zal worden belemmerd door de verplichting om een aanvullend inschrijvingsrecht te betalen. Bovendien zal de situatie van de buitenlandse studenten

die reeds in de verschillende jaren van de twee studiecycli zijn ingeschreven radicaal veranderen, vermits zij niet meer subsidieerbaar zullen zijn en bijgevolg dreigen te worden afgewezen, zelfs wanneer zij reeds één of meer studiejaar zouden hebben gevolgd. Die situatie schendt klaarblijkelijk hun recht op onderwijs en op de continuïteit van een specifiek onderwijs zoals zij dat tot op heden hebben gevolgd.

Wat vervolgens de afschaffing betreft van elk examen over kunst met het oog op de toelating tot de instelling, zal de onmiddellijke toepassing van die bepaling de organisatie en de goede werking van de volgende eerste kandidatuur ingrijpend wijzigen. Zij zal dus afbreuk doen aan de kwaliteit van het onderwijs zoals dat thans wordt verstrekt.

« Die situatie heeft tot gevolg dat de leerlingen de pedagogische begeleiding wordt ontzegd (een leerkracht kan zijn beroepservaring slechts aan een beperkt aantal studenten op rationele wijze doorgeven, zoals dat thans het geval is waarbij de lessen worden gegeven in ateliers die uit een twintigtal studenten bestaan), doordat het aantal studenten aanzienlijk toeneemt zonder dat het aantal leerkrachten stijgt. Het aantal leerlingen zal verdubbelen zodat het specifieke onderwijs van 'La Cambre' eenvoudigweg zal verdwijnen. »

Ten slotte, wat het materiaal betreft, zijn de middelen waarover de school beschikt slechts aan een welbepaalde schoolbevolking aangepast, bijvoorbeeld in termen van lokalen of personeel. Het specifieke karakter van de school zal zodoende worden miskend. De aldus veroorzaakte verwarring bij de aanvang van het volgende academiejaar zal vervolgens een weerslag hebben op de volgende jaren, zodat alle studenten van de twee studiecycli door de bestreden maatregelen zullen worden geraakt en hun de specifieke onderwijskwaliteit van de school zal worden ontzegd.

Ten aanzien van de middelen

A.2.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang gelezen met artikel 7 van het Verdrag van Rome tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, de artikelen 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag, artikel 13 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten van 19 december 1966 en artikel 12 van de verordening (EEG) nr. 1612/68 van 15 oktober 1968 betreffende het vrije verkeer van werknemers binnen de Gemeenschap.

A.2.2. In een eerste onderdeel wordt aangevoerd dat artikel 27 van het bestreden decreet, doordat het in het decreet van 5 augustus 1995 een artikel 7 invoegt, voor de financiering van de regelmatig ingeschreven studenten een verschil in behandeling maakt tussen, enerzijds, de studenten van Belgische nationaliteit en, anderzijds, de buitenlandse studenten die, onverminderd de in artikel 7, 2°, a) tot j), bedoelde uitzonderingen, slechts in aanmerking kunnen komen ten belope van maximum 2 pct. van het aantal Belgische studenten die regelmatig ingeschreven zijn op 1 februari van het voorafgaande academiejaar in de betrokken instelling en op voorwaarde dat het vereiste aanvullende inschrijvingsrecht door de instelling werd ontvangen en overgemaakt aan het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De in het middel vermelde bepalingen van Europees recht verbieden echter in essentie elke discriminatie die gebaseerd is op de nationaliteit; een verplicht inschrijvingsrecht als toegangsvoorwaarde tot de studie voor de studenten die onderdaan zijn van een andere Lid-Staat van de Europese Unie vormt, wanneer eenzelfde last niet wordt opgelegd aan de binnenlandse studenten, een verboden discriminatie in de zin van artikel 7 van het Verdrag van Rome, dat elke vorm van discriminatie die gebaseerd is op de nationaliteit verbiedt; bovendien wordt onder de buitenlandse studenten een discriminatie gemaakt die verboden is bij de in het middel opgesomde bepalingen, tussen de categorie van studenten bedoeld in artikel 7, 2°, a) tot j), en die bedoeld in artikel 7, 2°, k).

A.2.3. In zoverre, ten aanzien van het aan de student erkende beginsel van de vrijheid om zich in een instelling van zijn keuze in te schrijven en de mogelijkheid voor de instelling om zijn inschrijving te weigeren, artikel 27 van het bestreden decreet in het decreet van 5 augustus 1995 een artikel 10 invoegt, wordt in het tweede onderdeel van het middel het onderscheid bekritiseerd dat door dat artikel wordt gemaakt tussen, enerzijds, de studenten van Belgische nationaliteit en, anderzijds, de in artikel 7, 2°, k), bedoelde buitenlandse studenten, of die wier inschrijving geen aanleiding geeft tot een financiering vanwege de Franse Gemeenschap. De vrije toegang tot het beroepsonderwijs is echter verankerd in de in het middel aangevoerde bepalingen; het recht op onderwijs moet in acht worden genomen zonder onderscheid gebaseerd op de nationaliteit; de ingevoerde discriminatie kan geenszins redelijkerwijze worden verantwoord. De rechtspraak van het Arbitragehof betreffende artikel 191 van de Grondwet wordt eveneens in herinnering gebracht. De wetgever miskent bijgevolg de keuzevrijheid inzake onderwijs, een essentieel bestanddeel van het recht op onderwijs, een vrijheid die kan worden gedefinieerd op grond van een bepaald pedagogisch project.

A.2.4. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet, doordat artikel 27 van het bestreden decreet, dat een artikel 10 invoegt in het decreet van 5 augustus 1995, bepaalt dat de student vrij de instelling kiest waar hij zich wenst in te schrijven en dat de directie bij uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing zijn inschrijving enkel in een beperkt aantal gevallen kan weigeren, waaronder geenszins de verplichting vermeld is dat men geslaagd moet zijn voor een georganiseerd examen over kunst. De bestreden bepaling maakt in dat opzicht geen enkel onderscheid onder de onderwijsinstellingen. De regels van gelijkheid en niet-discriminatie verbieden weliswaar dat personen die zich in verschillende situaties bevinden op identieke wijze worden behandeld, behoudens objectieve en redelijke verantwoording. Het bestreden decreet miskent aldus de specifieke kenmerken van een kwaliteitsvol hoger kunstsonderwijs, zoals dat wordt verstrekt door de « La Cambre »-school, die de artistieke creatie ruimschoots ontwikkelt, inzonderheid door een aangepaste en actieve onderwijsmethode, gericht op de persoonlijkheidsvorming en de zin voor onderzoek. Het voormelde artikel 10 verhindert echter elke mogelijkheid om de door de oprichter van de instelling beoogde doelstellingen na te streven, en maakt het met name onmogelijk een onderwijsmethode in acht te nemen die bijdraagt tot de bekendheid en de faam van het instituut, gelet op de onvermijdelijke toename van het aantal studenten.

Aangezien de relatie tussen meester en leerling een prioriteit moet kunnen blijven, is het absoluut noodzakelijk dat het begeleidingsniveau en bijgevolg de daartoe noodzakelijke financiering worden aangepast. Het specifieke karakter van het kunstsonderwijs en vooral de bijzondere onderwijsmethodes aan de « La Cambre »-school vormen objectieve verschillen die een aangepaste behandeling verantwoorden.

Memorie van tussenkomst

A.3.1. C. Molers en anderen, die allen lid zijn van het lerarenkorps van de « Ecole nationale supérieure des arts visuels 'La Cambre' » hebben een memorie van tussenkomst ingediend, waarin zij vragen dat zij zouden worden toegelaten tot de zaak in de hoedanigheid van tussenkomende partij en dat de uitvoering van de bestreden bepalingen zou worden geschorst alsmede dat die bepalingen zouden worden vernietigd.

Zij verantwoorden hun belang om in rechte te treden aan de hand van de weerslag die de bestreden bepalingen zeker zouden hebben op het leerplan, op de inhoud van de cursussen en op de onderwijsmethode van de instelling.

A.3.2. Hun argumentatie wat betreft de middelen is ruimschoots identiek met die van de verzoekers. In verband met het tweede middel leggen zij hooguit de nadruk op de vrijheid van onderwijs, die de verzoekers afleiden uit de grondwetsbepalingen, en die is opgevat als de vrijheid om een bijzondere onderwijsmethode toe te passen die aan de

voorwaarde is onderworpen dat het totaal aantal leerlingen een bepaald plafond niet overschrijdt. Zij hebben bijgevolg vragen bij de door de bestreden bepaling nagestreefde doelstelling, bij het wettige karakter ervan alsmede bij de evenredigheid van de daartoe aangewende middelen, in het bijzonder ten aanzien van de belangrijkheid van de door de verzoekende partijen nagestreefde doelstellingen en onderwijsmethodes.

Memorie van de Franse Gemeenschapsregering

Ten aanzien van artikel 7 van het decreet van 5 augustus 1995 in zoverre het, wat betreft de financiering van de instellingen voor hoger kunstonderwijs, een discriminerend verschil in behandeling zou invoeren tussen de Belgische studenten en de buitenlandse studenten die hoofdzakelijk onderdaan zijn van de andere Lid-Staten van de Europese Unie

A.4.1. De verzoekers hebben geen belang om in rechte te treden omdat de norm betrekking heeft op de financiering van de instellingen voor hoger kunstonderwijs. Studenten worden dus niet rechtstreeks door een dergelijke bepaling geraakt.

In ondergeschikte orde moeten de verzoekers, om te doen blijken van hun belang om in rechte te treden, nog aantonen dat zij de nationaliteit van een andere Lid-Staat van de Europese Unie dan België bezitten en dat zij niet tot een van de in artikel 7, 2°, a) tot j), bedoelde categorieën van studenten behoren.

A.4.2. Het eerste middel is in zijn eerste onderdeel niet gegrond.

De artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 5 en 6 van het E.G.-Verdrag, zijn niet geschonden, omdat de bestreden bepaling vreemd is aan het toepassingsdomein van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap. Inzake onderwijs vormt enkel de toegang tot de beroepsopleiding een toepassingsdomein van het Verdrag. Ter staving van die stelling wordt de rechtspraak van het Europees Hof van Justitie aangevoerd. Dat Hof heeft steeds geoordeeld dat het communautaire beginsel van niet-discriminatie, in de toepassing ervan inzake onderwijs, beperkt was tot de toegang van de Europese studenten tot de beroepsopleiding. Het heeft daarentegen de toegang van de onderwijsinstellingen tot enige financiering steeds op die basis verworpen. Daaruit volgt dat de aangevoerde discriminatie niet bestaat. De studenten die onderdaan zijn van een andere Lid-Staat van de Europese Unie dan België hebben onder exact dezelfde voorwaarden toegang tot het hoger onderwijs als de Belgische studenten. Voor de instellingen van hoger onderwijs gaat het om een algehele financiering. De Belgische studenten vormen slechts een formeel financieringscriterium dat door de wetgever in aanmerking wordt genomen. Het onderwijs is ook algeheel. Rekening houdend met de begroting en de in elke onderwijsinstelling gedefinieerde prioriteiten zal het aan alle studenten ten goede komen.

Doordat de bestreden bepaling het hoofd van een instelling niet toestaat de toegang tot het hoger kunstonderwijs te weigeren aan de studenten die onderdaan zijn van een andere Lid-Staat van de Europese Unie dan België en doordat ze die toegang niet afhankelijk maakt van de betaling van een aanvullend inschrijvingsgeld, vormt zij geen discriminatie in de zin van het gemeenschapsrecht.

Er is evenmin schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang gelezen met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag. Dat artikel 2 beoogt immers het recht op onderwijs terwijl de bestreden norm uitsluitend betrekking heeft op de financiering.

Er is evenmin schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang gelezen met de E.G.-verordening nr. 1612/68, waarvan artikel 12 het recht op toegang tot het onderwijs in België opent voor de kinderen van een Europese onderdaan die op het Belgische grondgebied is gevestigd. Naast het feit dat een dergelijk recht bij artikel 7, 2°, c), van de bestreden bepaling wordt gewaarborgd, dient nog te worden opgemerkt dat die bepaling enkel de financiering van de onderwijsinstellingen beoogt maar niet het recht op toegang tot het onderwijs.

De verzoekers moeten evenmin worden gevolgd in hun kritiek op de gedifferentieerde financieringscriteria ten voordele van bepaalde categorieën van vreemdelingen. Die criteria zijn klaarblijkelijk objectief en redelijkerwijze verantwoord doordat rekening is gehouden met bijzondere permanente en organieke of doelgerichte en specifieke banden, doordat rekening is gehouden met de daadwerkelijke bijdrage tot het in de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijssysteem via de effectieve betaling van belastingen in België en doordat rekening is gehouden met menselijke criteria.

Ten aanzien van het nieuwe artikel 10, § 2, 2° en 3°, van het decreet van 5 augustus 1995, in zoverre het, wat betreft de toegang tot het hoger kunstonderwijs, een discriminerend verschil in behandeling zou invoeren tussen de Belgische studenten en de buitenlandse studenten

A.5.1. De verzoekers moeten, om te doen blijken van hun belang om in rechte te treden, nog aantonen dat zij niet de nationaliteit van een andere Lid-Staat van de Europese Unie dan België bezitten en dat zij niet tot een van de in artikel 7, 2°, a) tot j), bedoelde categorieën van studenten behoren.

A.5.2. Vermits dat tweede onderdeel van het eerste middel enkel van toepassing is op de studenten die onderdaan zijn van een Staat die geen lid is van de Europese Unie, zijn de enige bepalingen waarop het kan worden gebaseerd artikel 24 van de Grondwet in samenhang gelezen met artikel 14 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens en artikel 2 van het Eerste Aanvullend Protocol bij dat Verdrag. Dat artikel 2 waarborgt niet een recht op toegang tot het onderwijs aan alle studenten die onder de bevoegdheid vallen van de Staten die het Verdrag en het Aanvullend Protocol hebben ondertekend. Die bepaling, die een reglementering van het recht op onderwijs op basis van de behoeften en de mogelijkheden van de gemeenschap en het individu niet in de weg staat, zou enkel door een louter willekeurig onderscheid kunnen worden geschonden. Doordat de bestreden bepaling in bepaalde omstandigheden het hoofd van een instelling toestaat « door een uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing » de inschrijving te weigeren van een student die geen onderdaan is van een Lid-Staat van de Europese Unie en die niet onder een van de in artikel 7, 2°, b) tot j), bedoelde specifieke categorieën valt, reglementeert zij het recht op onderwijs op basis van dwingende vereisten van pedagogische en financiële aard aan de hand waarvan rekening kan worden gehouden met de behoeften en mogelijkheden van de gemeenschap.

Ten aanzien van het nieuwe artikel 10 van het decreet van 5 augustus 1995, in zoverre het de instellingen voor hoger kunstonderwijs niet langer zou toestaan de inschrijving te weigeren van een student die niet is geslaagd voor een « georganiseerd examen over kunst »

A.6.1. De verzoekers doen geenszins blijken van een rechtstreeks belang bij de vernietiging van die bepaling, vermits zij allen hun studie aan de « La Cambre »-school hebben aangevat en het aangevoerde gevolg van de toepassing van de bestreden norm slechts betrekking zou hebben op de organisatie van het enkele eerste studiejaar.

Het door de verzoekers aangevoerde nadeel lijkt sterk overtrokken en kan nog niet worden vastgesteld. De gevolgen van de onmiddellijke toepassing van de norm zijn grovelijk overdreven.

De verzoekers houden evenmin rekening met een aantal elementen waardoor de draagwijdte van de gevolgen van de mogelijke ontstentenis van een toelatingsexamen zou kunnen worden beperkt, zoals bijvoorbeeld de mogelijkheid die aan de directeur van een instelling wordt gelaten om de inschrijving van bepaalde studenten te weigeren.

A.6.2. Het middel is bovendien niet gegrond.

De Franse Gemeenschapsregering betoogt dat een instelling zich zou kunnen beroepen « op haar specificiteit en op haar dwingende pedagogische vereisten om de mogelijkheid aan te vragen een voorafgaande selectieproef te organiseren ». Nu zou, door de instellingen voor hoger kunstonderwijs expliciet in een verschillende situatie te plaatsen, het bestreden decreet een andere vorm van discriminatie hebben teweeggebracht. Bovendien staat de instellingen niets in de weg om de vereiste voorwaarden voor het slagen in de eerste kandidatuur te verstrengen.

In ondergeschikte orde lijken noch de bewoordingen van het decreet, noch de inhoud van de parlementaire voorbereiding expliciet iedere mogelijkheid uit te sluiten dat een aan de inschrijving voorafgaande selectieproef wordt georganiseerd. Aan de hand van een verzoenende lezing van de betrokken bepalingen lijkt te kunnen worden bevestigd dat de bepalingen van artikel 11 van het koninklijk besluit van 4 april 1980 en van artikel 5 van het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 niet impliciet zijn opgeheven bij het nieuwe artikel 10 van het decreet van 5 augustus 1995.

In elk geval vindt de aangevoerde discriminatie haar oorsprong niet in de inhoud van artikel 10 maar in de ontstentenis van een specifieke reglementering in verband met de mogelijkheid om een selectieproef te organiseren. Een vernietiging van de bepaling zou niets aan het probleem veranderen en zou andere discriminaties teweegbrengen door de andere motieven voor de weigering van inschrijving te schrappen.

Memorie van de Vlaamse Regering

A.7. De Vlaamse Regering verklaart in deze zaak tussen te komen en behoudt zich uitdrukkelijk het recht voor om haar standpunt in een latere memorie te preciseren.

Wat betreft het eerste onderdeel van het eerste middel, in zoverre het de schending aanvoert van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet in samenhang gelezen met artikel 7 van het Verdrag van Rome en met artikel 12 van de verordening van 15 oktober 1968, gedraagt zij zich naar de wijsheid van het Hof, gelet op de in de Vlaamse Gemeenschap van kracht zijnde reglementering (artikel 177, § 1, 2°, a), van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, zoals gewijzigd).

Memorie van antwoord van de Franse Gemeenschapsregering

A.8. De Franse Gemeenschapsregering heeft voor advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State een voorontwerp van decreet houdende diverse dringende maatregelen inzake onderwijs overgezonden. In beginsel zou die tekst vóór het einde van juli 1998 ter stemming moeten worden voorgelegd aan de Franse Gemeenschapsraad. Een van de bepalingen van het voorontwerp stelt de instellingen voor hoger kunstonderwijs van de derde graad vrij van de toepassing van sommige bepalingen die het voorwerp van het beroep uitmaken. De aanneming van dat decreet zal het belang bij het beroep doen verdwijnen, althans in de twee onderdelen van het eerste middel. Het Hof zou dan enkel nog, althans gedeeltelijk, het gebrek aan belang bij het beroep of het gebrek van voorwerp van het beroep moeten vaststellen.

En dan nog zou dat decreet alle etappes van het wetgevend proces, met inbegrip van de bekendmaking, moeten hebben doorlopen vóór 4 september 1998, wat geen zekerheid is. In het belang van een goede rechtsbedeling, vraagt de Franse Gemeenschapsregering bijgevolg aan het Hof om, mocht het voormelde decreet niet vóór 4 september 1998 zijn bekendgemaakt, de in artikel 25 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 bedoelde termijn uitzonderlijk te verlengen tot de datum van bekendmaking van dat decreet. Hoewel de tekst van artikel 25 een dergelijke afwijking niet expliciet schijnt toe te staan, dient niettemin naar de geest van die bepaling te worden verwezen. Ter staving van die stelling wordt een uittreksel uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 28 juni 1983 aangevoerd. Het voordeel van een dergelijke oplossing zou bovendien erin bestaan dat aan de verzoekers een gunstiger resultaat wordt geboden dan hetgeen voortvloeit uit een gedeeltelijke vernietiging van de bestreden norm. Men mag overigens niet uit het oog verliezen dat de bekendmaking van een gemeenschapsnorm door de diensten van het *Belgisch Staatsblad* een federale bevoegdheid is waarop de Franse Gemeenschap geen enkele vat heeft.

A.9. De Franse Gemeenschapsregering handhaaft haar argumentering in verband met de onontvankelijkheid van het beroep tot vernietiging en bijgevolg van de tussenkomsten.

Die tussenkomsten zijn overigens ook onontvankelijk. De leraren van « La Cambre » hebben geen enkel belang om in rechte te treden wat betreft het eerste middel, vermits de in het geding zijnde bepalingen uitsluitend de studenten betreffen.

Zij hebben evenmin een belang betreffende het tweede middel. Hun belang is subsidiair ten opzichte van dat van de instelling zelf. Het argument dat is afgeleid uit de hiërarchische band tussen de directrice van de instelling en de Franse Gemeenschapsregering kan niet in aanmerking worden genomen vermits een dergelijke hiërarchische verhouding eveneens tussen de leraren en de Franse Gemeenschap bestaat.

A.10.1. De Franse Gemeenschapsregering verdedigt in hoofdorde het volkomen ongegronde karakter van het eerste onderdeel van het eerste middel. Het nieuwe artikel 7 van het decreet van 5 augustus 1995 schendt de in het middel beoogde bepalingen niet, in zoverre het niet de inning van een aanvullend inschrijvingsgeld ten laste van de Europese studenten toestaat maar ermee volstaat de financiering van de buitenlandse studenten te beperken tot maximum 2 pct. van het aantal ingeschreven Belgische studenten.

In ondergeschikte orde is het absoluut noodzakelijk, indien het Hof de in het schorsingsarrest in aanmerking genomen oplossing handhaaft, een onderscheid te maken tussen de buitenlandse studenten die onderdanen zijn van een Lid-Staat van de Europese Unie en de andere buitenlandse studenten. De motivering van het schorsingsarrest bevat geen enkele ontwikkeling in verband met het verschil in behandeling tussen de Belgen, enerzijds, en de buitenlandse studenten die geen onderdanen zijn van de andere Lid-Staat van de Europese Unie, anderzijds. Het is dus verrassend dat het beschikkend gedeelte van het arrest geen enkel onderscheid maakt onder de buitenlandse studenten. Mocht die oplossing in het arrest over het beroep tot vernietiging worden bevestigd, zou dat betekenen dat de toegang tot het hoger onderwijs, in zijn geheel genomen en in al zijn vormen, in de Franse Gemeenschap maar ook in de andere gemeenschappen van de ene dag op de andere als volledig vrij en universeel toegankelijk zou moeten worden beschouwd.

Een onderscheid tussen de buitenlandse studenten die onderdanen zijn van een andere Lid-Staat van de Europese Unie, enerzijds, en die welke geen onderdanen zijn van een dergelijke Staat, anderzijds, kan objectief en redelijkerwijze worden verantwoord om ten minste vier redenen : de ondraaglijke financiële last van een universeel toegankelijk hoger onderwijs, het totale gebrek aan bijdragecapaciteit van de buitenlandse studenten, het gebrek aan wederkerigheid en de noodzaak om het hoger kunstonderwijs toegankelijk te houden voor een maximum aan studenten.

A.10.2. Wat betreft het tweede onderdeel van het eerste middel, dient te worden onderzocht of het door de betwiste bepaling gemaakte verschil in behandeling tussen de studenten die onderdanen zijn van een Lid-Staat van de Europese Unie en de andere buitenlandse studenten objectief en redelijkerwijze kan worden verantwoord. De omstandigheid dat die verantwoording niet onmiddellijk uit de parlementaire voorbereiding van het decreet blijkt, maakt de norm uiteraard daarom niet ongrondwettig. Het komt aan het Hof toe te oordelen of de bestreden norm al dan niet objectief en redelijkerwijze kan worden verantwoord. In dat opzicht dient te worden opgemerkt dat de bepaling het recht op onderwijs reglementeert op basis van de pedagogische en financiële dringende vereisten aan de hand waarvan rekening kan worden gehouden met de behoeften en mogelijkheden van de gemeenschap. De handhaving van een minimale kwaliteit van het hoger kunstonderwijs in de Franse Gemeenschap maakt het niet mogelijk zonder de minste beperking de toegang te waarborgen tot de instellingen voor hoger kunstonderwijs aan alle onderdanen van alle Staten die het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens hebben ondertekend. Die vier hiervoor aangehaalde motieven kunnen hier echter worden overgenomen om het gemaakte onderscheid in verband met de weigering tot inschrijving in een school voor hoger kunstonderwijs objectief en redelijkerwijze te verantwoorden.

A.10.3. Wat betreft het tweede middel handhaaft de Franse Gemeenschapsregering, naar aanleiding van het arrest over de vordering tot schorsing, enkel het argument dat in ondergeschikte orde in haar memorie was ontwikkeld. Een verzoenende lezing van de betrokken bepalingen schijnt te kunnen bevestigen dat de bepalingen van artikel 11 van het koninklijk besluit van 4 april 1980 en artikel 5 van het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 niet impliciet zijn opgeheven bij het nieuwe artikel 10 van het decreet van 5 augustus 1995. Enkel de fundamentele hervorming van het kunstonderwijs en met name van de organisatie van de verschillende onderwijsinstellingen zou de bepalingen in verband met het verplichte slagen voor een examen over kunst expliciet kunnen wijzigen. Een dergelijke verzoenende lezing zou exact hetzelfde gevolg hebben als dat waartoe de interpretatie van de norm zou leiden zoals door het Hof voorgesteld in zijn arrest nr. 62/98, zonder een gedeeltelijke vernietiging van de bestreden norm te moeten impliceren. Die oplossing zou veruit meer in overeenstemming zijn met het beginsel van het vermoeden van grondwettigheid van wetsnormen.

Memorie van antwoord van de tussenkomende partijen C. Molars en anderen

A.11.1. De leden van het lerarenkorps van de « La Cambre »-school hebben een onbetwistbaar belang om in die zaak tussen te komen. Hun situatie is verschillend van die van de in het geding zijnde leraren in het arrest nr. 38/94 van 10 mei 1994. De in de thans voorliggende zaak bestreden normen zijn niet alleen normen inzake de financiering van de instelling maar hebben ook betrekking op de voorwaarden van toegang tot het onderwijs en tot de opleiding. Er dient ook rekening te worden gehouden met de specifieke situatie van « La Cambre », die meer dan 30 pct. buitenlandse studenten telt, wat betekent dat het aangevochten artikel 7 zeker een weerslag zal hebben op het leerplan, op de inhoud van de cursussen en op de onderwijsmethode van de instelling. Het rechtstreekse belang is, anderzijds, evident ten aanzien van het aangevochten artikel 10 vermits de onmogelijkheid om het aantal inschrijvingen te beperken tot gevolg zou hebben dat de onderwijsmethode die juist zo specifiek is voor de leraren van die school zal worden geneutraliseerd.

Bovendien is de « La Cambre »-school een instelling voor hoger onderwijs die rechtstreeks afhangt van de Franse Gemeenschap en over geen eigen inrichtende macht beschikt, noch over enige vorm van organisatie of administratie die het haar mogelijk zou maken uit eigen naam te handelen, in tegenstelling tot de in het geding zijnde instelling in het voormelde arrest nr. 38/94.

A.11.2. Wat het eerste middel betreft, voeren de bestreden normen een discriminatie in op grond van de nationaliteit, die verboden is zowel door het E.G.-Verdrag als door het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, vermits een inschrijvingsgeld wordt opgelegd als toegangsvoorwaarde tot de studie voor de buitenlandse studenten die onderdanen zijn van een andere Lid-Staat van de Europese Unie. Het ingevoerde onderscheid wordt door geen enkel objectief criterium ten aanzien van de bepalingen van het E.G.-Verdrag en van de Belgische Grondwet verantwoord. Het verschil in behandeling heeft niet alleen betrekking op de toekenning van de financiering maar heeft onvermijdelijk een weerslag op het recht op onderwijs en op de toegang tot de universitaire opleiding op artistiek vlak. Het arrest nr. 62/98 van 4 juni 1998 wordt ter staving van die stelling aangevoerd. De partijen stellen ten slotte de vraag naar het lot van de buitenlandse studenten die momenteel volop aan het studeren zijn en die van vandaag op morgen niet meer subsidieerbaar zouden zijn terwijl zij reeds één of meer studiejaar met succes hebben gevolgd.

Wat het tweede middel betreft, wordt tegen de door de Franse Gemeenschap in hoofdorde verdedigde stelling ingeworpen dat de specificiteit en de pedagogische imperatieven van de « La Cambre »-school voordien wel degelijk erkend waren en dat de instelling zich aldus in feite en in rechte in een andere situatie bevond dan de andere instellingen voor hoger onderwijs. Het gaat er dus niet om hier *in abstracto* specificiteiten aan te voeren om een « discriminatie » trachten te genieten, maar het gaat er enkel om bestaande en reeds door de Gemeenschap zelf erkende specificiteiten aan te voeren, om te stellen dat de feitelijke verschillen tot een gedifferentieerde behandeling in rechte moeten leiden. Het arrest nr. 62/98 wordt eveneens aangevoerd.

Wat betreft de stelling die in ondergeschikte orde door de Franse Gemeenschap wordt verdedigd, is verbijstering niet misplaatst. Die stelling spreekt de stellingen die in hoofdorde zijn uiteengezet radicaal tegen; bovendien is de verzoenende lezing klaarblijkelijk strijdig met de bewoordingen en de geest van de nieuwe bepalingen. De aangevochten bepaling voert immers ten aanzien van de studenten een recht in om zich in de instelling van hun keuze in te schrijven en behoudt enkel mogelijkheden tot weigering van inschrijving door de directie van de instelling voor in een zeer beperkt aantal gevallen. Aangezien die gevallen afwijkingen van een subjectief recht vormen, moeten zij restrictief worden geïnterpreteerd; artikel 11 van het besluit van 4 april 1980 dat de juridische basis vormt van het betwiste toelatingsexamen kan dus slechts impliciet worden opgeheven. In de hiërarchie der rechtsbronnen heeft een decreet bovendien voorrang op een koninklijk besluit, vooral indien, zoals in onderhavig geval, het om een vroeger besluit gaat.

Het is ten slotte verkeerd te betogen dat de aangevoerde discriminatie haar oorsprong niet vindt in de inhoud van artikel 10 vermits het volstaat vast te stellen dat het toelatingsexamen momenteel gebaseerd is op het koninklijk besluit van 4 april 1980, in het bijzonder op artikel 11 ervan, en dat een specifieke reglementering dus geenszins ontbreekt.

Memorie van antwoord van de Vlaamse Regering

A.12.1. Zoals de Franse Gemeenschapsregering doet opmerken, hebben de verzoekers, in zoverre hun beroep gericht is tegen artikel 7 van het decreet van 5 augustus 1995 (in het eerste onderdeel van hun eerste middel), alleen een voldoende belang ten aanzien van artikel 7, 2°, tweede zinsdeel van de tweede zin.

In zoverre hun beroep gericht is tegen artikel 10 van het decreet van 5 augustus 1995, hebben de verzoekers, rekening houdend met de inhoud van het tweede onderdeel van hun eerste middel, alleen een voldoende belang ten aanzien van paragraaf 2, 2°, en eventueel 3°. Bovendien zouden de partijen, gelet op de wijze waarop het eerste middel wordt aangedragen, indien de voorwaarden die aan het inschrijvingsrecht zijn verbonden verdwijnen naar aanleiding van de vernietiging van de reeds door het Hof geschorste bepaling, nog het bewijs moeten leveren dat zij niet de nationaliteit bezitten van een Lid-Staat van de Europese Unie en niet ressorteren onder een van de in artikel 7, 2°, a) tot j), bedoelde categorieën.

A.12.2. Wat betreft het eerste onderdeel van het eerste middel gedraagt de Vlaamse Regering zich naar de wijsheid van het Hof, gelet op de in de Vlaamse Gemeenschap bestaande regelgeving (artikel 177, § 1, 2°, a), van het decreet van 13 juli 1994 betreffende de hogescholen in de Vlaamse Gemeenschap, zoals gewijzigd).

In zoverre in dat onderdeel ook het onderscheid wordt aangeklaagd tussen de verschillende categorieën van buitenlandse studenten, afgezien van het probleem van de onderdanen van een Lid-Staat van de Europese Unie, dient te worden geoordeeld dat het verschil op een objectief criterium berust dat bovendien met de nagestreefde doelstelling rekening houdt en het evenredigheidsbeginsel in acht neemt. Het berust immers op de specifieke band van de buitenlandse student met België en/of met een van zijn gemeenschappen en het is relevant de student die van die band kan doen blijken en de Belgische student op dezelfde wijze te financieren. Bovendien kunnen de andere buitenlandse studenten dan die welke zijn bedoeld in artikel 7 in aanmerking worden genomen voor de financiering met de beperking van maximum 2 pct. van het aantal Belgische studenten, een beperking die objectief is verantwoord rekening houdend met de beschikbare financiële middelen waarover de Franse Gemeenschap beschikt, in acht genomen de omvang van haar taak inzake onderwijs en daarbuiten.

De wetgever kan op geldige wijze een onderscheid maken onder de buitenlandse studenten naargelang zij al dan niet tot een Lid-Staat van de Europese Unie behoren. Het arrest van 7 augustus 1996 van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens wordt ter staving van die stelling aangevoerd. Dat onderscheid berust op een objectieve en redelijke verantwoording : de Lid-Staten van de Europese Unie vormen een specifieke rechtsorde. In dezelfde context is het niet verboden van buitenlandse studenten die geen onderdanen zijn van een Lid-Staat van de Europese Unie een bijzonder inschrijvingsgeld te eisen.

Ten aanzien van het tweede onderdeel van het eerste middel sluit de Vlaamse Regering zich aan bij de argumentering van de Franse Gemeenschap onder het enkele voorbehoud van wat reeds hiervoor is gezegd aangaande de buitenlandse studenten die onderdanen zijn van een Lid-Staat van de Europese Unie, wat betreft het in aanmerking nemen van die studenten voor de berekening van de 2 pct.-norm.

A.12.3. Wat betreft het tweede middel, is de Vlaamse Regering van mening dat de specificiteit van het hoger kunstonderwijs een zekere beperking van de toegang tot het onderwijs kan verantwoorden, die noodzakelijk kan worden gemaakt met toepassing van de regels van gelijkheid en vrijheid van onderwijs, op basis van de behoeften en de mogelijkheden van de gemeenschap en van het individu. De Vlaamse Regering is echter van mening dat de keuze betreffende de wijze waarop de toegang of de verdere toegang tot dat onderwijs moet worden beperkt, aan de bevoegde wetgever toekomt.

Memorie van antwoord van de verzoekende partijen

A.13.1. De studenten van de instelling worden rechtstreeks benadeeld door de bepalingen van het nieuwe artikel 7 van het decreet van 5 augustus 1995. De wijze van vaststelling van de financiering waarin die bepaling voorziet, raakt hun situatie rechtstreeks en op ongunstige wijze, vermits de continuïteit van het onderwijs en meer in het bijzonder van de onderwijsmethode van de school door de bestreden bepalingen wordt miskend. De verzoekers worden geraakt in hun recht op onderwijs, zoals dat bij de ter staving van het middel aangevoerde bepalingen wordt erkend.

Wegens de samenstelling van de schoolbevolking van « La Cambre » wordt bovendien het bestaan zelf van de instelling voor kunstonderwijs in gevaar gebracht, aangezien de buitenlandse studenten, die in totaal meer dan 30 pct. van het aantal studenten vertegenwoordigen, van de financiering zullen worden uitgesloten.

De verwijzing naar het arrest nr. 38/94 van het Arbitragehof is niet relevant, omdat in specie de « La Cambre »-school over geen enkele van de Franse Gemeenschap onderscheiden inrichtende macht beschikt en vooral omdat « La Cambre » geen enkele eigen rechtspersoonlijkheid, noch structurele entiteit geniet waardoor de school in rechte zou kunnen treden bij ontstentenis van een raad van bestuur of een directieraad.

Wat betreft de door de Franse Gemeenschap gevraagde bewijsstukken, zijn de documenten *ad hoc* aan de griffie van het Hof overhandigd.

A.13.2. De studenten van de instelling hebben tevens belang bij de vernietiging van het nieuwe artikel 10 van het decreet van 10 augustus 1995. De stelling van de Franse Gemeenschap kan niet in aanmerking worden genomen, omdat zij erop neer zou komen dat voor een bij een onderwijsinstelling regelmatig ingeschreven student elke mogelijkheid wordt afgeschaft om de vernietiging te vorderen van een wetsonaam die hem nadeel berokkent. Bovendien dient te worden opgemerkt dat het nadeel dat de verzoekers zullen ondergaan zeker is : bij ontstentenis van een voorafgaand examen, zal de schoolbevolking aanzienlijk toenemen, wat onherstelbaar afbreuk zal doen aan de kwaliteit van het onderwijs. Het is bovendien vreemd dat de tussenkommende partij betoogt dat het nadeel zou kunnen worden vermeden door weigeringen van inschrijving waarover de directie volledig zelfstandig kan beslissen.

A.13.3. Wat betreft het eerste onderdeel van het eerste middel, dient te worden opgemerkt dat, wanneer een Lid-Staat leergangen inricht betreffende met name de beroepsopleiding, het feit dat van een onderdaan van een andere Lid-Staat die op wettige wijze in eerstgenoemde Staat is gevestigd een inschrijvingsrecht wordt geëist, dat niet voor zijn eigen onderdanen wordt geëist, een bij artikel 7 van het Verdrag verboden discriminatie op grond van de nationaliteit vormt. De tussenkommende partij erkent bovendien dat de financieringswijze van de school een bijna onopgemerkte maar zekere wijze is om de toegang tot de « La Cambre »-school te beperken.

De verzoenende interpretatie die door de Franse Gemeenschap wordt voorgesteld, stemt niet overeen met een redelijke interpretatie van de tekst, die zonder enige twijfel in een financiële tegemoetkoming vanwege de studenten voorziet. Als tegen alle waarschijnlijkheid in de interpretatie van de Franse Gemeenschap zou worden gevolgd, dient te worden opgemerkt dat de instelling het gebrek aan financiering niet door haar eigen middelen zou kunnen opvangen en dat in elk geval de toegang tot de opleiding noodzakelijkerwijze zou worden beperkt, en zulks ten nadele van de buitenlandse studenten welke niet tot die financierbare studenten zullen behoren.

A.13.4. Wat betreft het tweede onderdeel van het eerste middel, dient te worden onderstreept dat de in het geding zijnde bepaling een discriminatie invoert die op de nationale oorsprong is gebaseerd, die niet objectief en redelijkerwijze kan worden verantwoord en die elke evenredigheid tussen de aangewende middelen en het nagestreefde doel miskent. Die situatie wordt bovendien verergerd wegens de ontstentenis van enige motivering voor de weigering tot inschrijving door de directie. Dat is des te minder toelaatbaar daar het recht op onderwijs in het geding is, een recht dat deel uitmaakt van de fundamentele beginselen waarmee het Arbitragehof rekening houdt wanneer het

de verschillen tussen Belgen en buitenlanders moet beoordelen. De toegang tot de onderwijsinstellingen is een essentieel element van het recht op onderwijs; het sluit de keuze van de instelling in die kan worden gemaakt wegens een bepaald pedagogisch project, wegens het karakter van het onderwijs of de school.

A.13.5. Wat betreft het tweede middel wordt het specifieke karakter in herinnering gebracht van het kwaliteitsvolle hoger kunstonderwijs dat door de « La Cambre »-school wordt verstrekt. « La Cambre » is een plaats waar technieken worden aangeleerd, een plaats waar artistieke activiteiten worden beoefend en waar aan creatie wordt gedaan. Daaruit vloeien objectieve verschillen voort die een aangepaste behandeling verantwoorden. De relatie meester-leerling moet een prioriteit kunnen blijven en daartoe is het absoluut noodzakelijk dat het niveau van begeleiding en bijgevolg de vereiste financiering worden aangepast. De « La Cambre »-school is dus een instelling voor hoger kunstonderwijs die radicaal verschilt van de andere instellingen, waardoor bijzondere regels in rechte die met dat verschil in feite overeenstemmen, verantwoord zijn.

De door de Franse Gemeenschap aangevoerde verzoenende interpretatie kan geen steun vinden in de aangevochten tekst, die met zekerheid de organisatie opheft van elk examen zoals dat tot op heden werd georganiseerd.

- B -

Ten aanzien van het verzoek tot verlenging van de in artikel 25 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof bedoelde termijn

B.1.1. Bij zijn arrest nr. 62/98 van 4 juni 1998, heeft het Hof de bestreden bepalingen geschorst.

B.1.2. De Franse Gemeenschapsregering, die zich baseert op de parlementaire voorbereiding van artikel 25 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, vraagt aan het Hof, in het belang van een goede rechtsbedeling, om de termijn waarin dat artikel voorziet uitzonderlijk te verlengen tot de datum van bekendmaking van een wijzigingsdecreet.

B.1.3. Dat artikel bepaalt :

« Het Hof wijst zijn arrest op de hoofdvordering binnen drie maanden na de uitspraak van het arrest dat de schorsing beveelt. Die termijn kan niet worden verlengd.

Indien het arrest op de hoofdvordering niet gewezen is binnen die termijn, houdt de schorsing onmiddellijk op gevolg te hebben. »

B.1.4. Het Hof kan de zin van een wetsbepaling niet ombuigen door verklaringen die aan de aanneming ervan zijn voorafgegaan te laten voorgaan op de duidelijke tekst van die bepaling.

Het Hof kan dus niet ingaan op het verzoek van de Franse Gemeenschapsregering.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep tot vernietiging

B.2.1. De Franse Gemeenschapsregering voert aan dat de verzoekende partijen niet doen blijken van het vereiste belang bij de vernietiging van de bestreden bepalingen.

B.2.2. De verzoekende partijen zijn Belgische en buitenlandse studenten van de « Ecole nationale supérieure des arts visuels ' La Cambre ' ». Die instelling wordt gekenmerkt door de toepassing van een onderwijsmethode die bij voorrang de relatie meester-student bevordert, in kleine groepen, die zijn samengesteld uit Belgische en buitenlandse studenten, die allen slechts toegelaten werden nadat ze voor een examen over kunst waren geslaagd.

B.2.3. Het nieuwe artikel 7 van het decreet van 5 augustus 1995 laat onder de regelmatig ingeschreven studenten die in aanmerking komen voor de financiering, de buitenlandse studenten, anderen dan die welke zijn vermeld in de punten a) tot j), slechts toe ten belope van maximum 2 pct. van het aantal Belgische studenten en op voorwaarde dat zij een aanvullend inschrijvingsrecht betalen. Bovendien maakt het nieuwe artikel 10, § 2, van het decreet het mogelijk de inschrijving te weigeren van de studenten bedoeld in artikel 7, 2°, k), van het genoemde decreet.

Het nieuwe artikel 10, § 2, van het decreet zou, volgens de verzoekers, niet toestaan dat de inschrijving van een student wordt geweigerd om reden dat hij niet is geslaagd voor een aan de inschrijving in het eerste jaar voorafgaand toelatingsexamen.

B.2.4. Alle beroep instellende studenten kunnen door de ene en de andere bepaling rechtstreeks en ongunstig worden geraakt, in zoverre deze zouden afbreuk doen aan de kwaliteit van het artistiek onderwijs in de instelling « La Cambre », aan het specifieke karakter van de onderwijsmethode die er wordt toegepast, aan de reputatie van de instelling en bijgevolg aan de waarde van het diploma dat de verzoekende partijen er wensen te behalen.

Artikel 7 kan bovendien rechtstreeks en ongunstig de beroep instellende buitenlandse studenten raken. Hetzelfde geldt voor artikel 10, § 2, wat betreft de buitenlandse studenten die geen onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese Unie.

B.2.5. De exceptie van niet-ontvankelijkheid van het beroep wordt verworpen.

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de tussenkomst

B.3.1. De Franse Gemeenschapsregering betwist het belang om tussen te komen van de leerkrachten van « La Cambre ».

B.3.2. Krachtens artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 kan ieder die van een belang doet blijken tussenkomen in een vernietigingsprocedure op voorwaarde dat hij binnen de voorgeschreven termijn een memorie indient.

In hun hoedanigheid van leerkrachten worden de tussenkomende partijen niet rechtstreeks door het voormelde nieuwe artikel 7 geraakt. Al is het zo dat een dergelijke bepaling indirect een weerslag zou kunnen hebben op hun situatie, toch neemt zulks niet weg dat het de studenten zelf zijn die door die bepaling rechtstreeks worden geraakt.

De leerkrachten kunnen daarentegen rechtstreeks en ongunstig worden geraakt door het voormelde nieuwe artikel 10, § 2, omdat die bepaling van dien aard is dat ze afbreuk doet aan de specifieke kwaliteit van het kunstonderwijs in de instelling « La Cambre », aan de reputatie van de instelling en aan hun werkomstandigheden binnen die instelling.

De tussenkomst is ontvankelijk in zoverre zij het nieuwe artikel 10, § 2, van het decreet betreft.

Ten aanzien van het eerste middel

Betreffende de twee onderdelen van het middel

B.4.1. Het nieuwe artikel 7 van het decreet van 5 augustus 1995 voorziet in punt 2°, k), in de inning van een aanvullend inschrijvingsrecht voor de buitenlandse - zowel Europese als niet-Europese - studenten die niet in punt 2°, a) tot j) ervan zijn vermeld.

B.4.2. De bestreden bepaling maakt, wat het vereiste van een aanvullend inschrijvingsrecht betreft, een onderscheid dat steunt op de nationaliteit van de betrokken studenten.

Wat betreft de buitenlandse studenten die onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese Unie

B.5.1. Het bekritiseerde onderscheid kan niet worden verantwoord in zoverre het gaat om studenten die onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese Unie : artikel 6 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap (voorheen artikel 7 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap) verbiedt, binnen de werkingssfeer van het Verdrag, elk onderscheid op grond van de nationaliteit.

B.5.2. Onverminderd de artikelen 126 en 127 van dat Verdrag, zoals zij zijn gewijzigd bij het Verdrag van Maastricht van 7 februari 1992, dient te worden opgemerkt dat volgens het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen de toegangsvoorwaarden tot de beroepsopleiding onder de werkingssfeer van het Verdrag vallen en « het heffen van een vergoeding, inschrijvingsgeld of schoolgeld van studenten die onderdaan zijn van een andere Lid-Staat, als voorwaarde voor toelating tot het beroepsonderwijs, terwijl een dergelijke last niet wordt opgelegd aan eigen onderdanen, [...] een door artikel 7 EEG-Verdrag verboden discriminatie op grond van de nationaliteit » vormt (arrest Gravier van 13 februari 1985, H.v.J., Jur., p. 615).

Het vereiste van een aanvullend inschrijvingsrecht in een instelling voor kunstonderwijs als « La Cambre » vormt een toelatingsvoorwaarde tot het volgen van een opleiding met het oog op de toegang tot een beroep en valt binnen de werkingssfeer van het voormelde Verdrag.

B.5.3. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet hebben een algemene draagwijdte. Zij verbieden elke discriminatie, ongeacht de oorsprong ervan : de grondwettelijke regels van de gelijkheid en van de niet-discriminatie zijn toepasselijk ten aanzien van alle rechten en alle vrijheden, met inbegrip van die welke voortvloeien uit internationale verdragen die België binden, die door een instemmingsakte in de interne rechtsorde toepasselijk zijn gemaakt en die directe werking hebben.

B.5.4. Het onderscheid tussen de Belgische studenten en de studenten die onderdaan zijn van een andere Lid-Staat van de Europese Unie is bijgevolg niet bestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang met artikel 6 van het E.G.-Verdrag.

In zoverre het is afgeleid uit de schending van die bepalingen, is het middel gegrond.

Wat betreft de buitenlandse studenten die geen onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Europese Unie

B.6.1. De Lid-Staten van de Europese Unie vormen een gemeenschap die een specifieke rechtsorde heeft en een eigen burgerschap heeft ingesteld dat door een aantal rechten en plichten wordt gekenmerkt. Een verschil in behandeling dat op het lidmaatschap van die gemeenschap is gebaseerd, berust op een objectief criterium.

B.6.2. Evenwel dient te dezen, wat de toegang tot het hoger onderwijs betreft, te worden onderzocht of de in het geding zijnde maatregel in een objectief verband staat met de nagestreefde doelstelling en of hij ten aanzien van die doelstelling niet onevenredig is.

B.6.3. De bekritiseerde maatregel stelt het aantal buitenlandse studenten die in aanmerking komen voor de financiering op maximum 2 pct. vast, zonder een onderscheid te maken of zij al dan niet onderdaan zijn van een land van de Europese Unie, zodat hij het niet mogelijk maakt te bepalen in welke mate hij Europeanen dan wel niet-Europeanen betreft, noch of niet-Europeanen zullen worden toegelaten, rekening houdend met het nieuwe artikel 10, § 2, 2°.

B.6.4. Bovendien maakt de maatregel de inaanmerkingneming van de buitenlandse studenten afhankelijk van de betaling van een aanvullend inschrijvingsrecht waarvan noch het maximumbedrag, noch de evaluatiecriteria door de decreetgever zijn vastgesteld, zodat het Hof zijn toetsing niet kan uitvoeren.

B.6.5. Ten slotte is tijdens de parlementaire voorbereiding op geen enkel ogenblik rekening gehouden met de categorie van instellingen waartoe de « La Cambre »-school behoort. Die instellingen baseren de kwaliteit van hun kunstonderwijs, het specifieke karakter van hun onderwijsmethode en de waarde van de diploma's die ze uitreiken, zowel op de kwaliteitselectie van de studenten die er worden toegelaten als op de mogelijkheid die hun wordt gegeven om in aanraking te komen met Belgische en buitenlandse kunstenaars.

B.6.6. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie verzetten zich ertegen dat categorieën van personen die zich ten aanzien van de aangevochten maatregel in wezenlijk verschillende situaties bevinden, op identieke wijze worden behandeld, zonder dat daarvoor een redelijke verantwoording bestaat.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.6.7. Door een maatregel te nemen die klaarblijkelijk gebaseerd is op een budgettaire doelstelling, zonder dat is onderzocht of die doelstelling moet primeren op elke andere overweging ten aanzien van instellingen met de in B.6.5 vermelde specifieke bestemming, heeft de decreetgever, die op geen enkel ogenblik te kennen heeft gegeven dat hij dat specifieke karakter opnieuw in het geding wilde brengen, een maatregel genomen die, rekening houdend met de gevolgen die hij kan hebben ten aanzien van die instellingen, niet redelijkerwijze verantwoord is.

B.6.8. In zoverre het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, is het gegrond.

Ten aanzien van het tweede middel

B.7. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 24 van de Grondwet, in zoverre artikel 27 van het aangevochten decreet - waarbij in het decreet van 5 augustus 1995 een artikel 10 wordt ingevoegd - bepaalt dat de student vrij de instelling kiest waar hij zich wenst in te schrijven en dat de directie bij uitdrukkelijk gemotiveerde beslissing zijn inschrijving enkel in een beperkt aantal gevallen kan weigeren, waaronder geenszins de verplichting is vermeld dat men geslaagd moet zijn voor een georganiseerd examen over kunst.

B.8. Het middel komt erop neer te stellen dat artikel 10, § 2, doordat het slechts in drie gevallen van weigering van toelating voorziet, de reglementaire bepalingen die de toegang tot een school zoals « La Cambre » afhankelijk maken van het slagen voor een examen over kunst impliciet zou hebben opgeheven (artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 augustus 1978 betreffende de voorwaarden tot rangschikking van de studiën in de plastische kunsten met volledig leerplan in de drie graden van het hoger kunstonderwijs; artikel 11 van het koninklijk besluit van 4 april 1980 tot vaststelling van de nieuwe structuren en de organisatie in de « Ecole nationale supérieure des arts visuels de la Cambre »).

B.9. De koninklijke besluiten van 31 augustus 1978 en 4 april 1980 zijn beide genomen ter uitvoering van de wet van 14 mei 1955 tot regeling van het kunstonderwijs, waarvan het voortbestaan, minstens voor een deel, met name moet worden afgeleid van het nieuwe artikel 9, § 1, 4°, van het decreet van 5 augustus 1995. Het eerstgenoemde koninklijk besluit stelt de organieke regeling vast van het hoger kunstonderwijs van de derde graad en stelt als toelatingsvoorwaarden :

- « 1° het gehomologeerd bekwaamheidsdiploma dat toegang verleent tot het hoger onderwijs;
2° het slagen voor een artistieke proef waarvan het programma door de Minister wordt bepaald. »

Het tweede koninklijk besluit neemt dezelfde voorwaarden over voor de toelating tot het eerste jaar van de eerste cyclus van de « Ecole nationale supérieure des arts visuels de la Cambre » (artikel 11).

B.10. Noch uit de tekst van artikel 10, § 2, noch uit de parlementaire voorbereiding ervan blijkt dat de decreetgever, door het opsommen van drie oorzaken van weigering van toelating om redenen van disciplinaire of financiële aard, de mogelijkheden van weigering van inschrijving op uitputtende wijze zou hebben opgesomd en de volgens de organieke regeling en de bepalingen betreffende de algemene structuur van de « La Cambre »-school vereiste toelatingsvoorwaarden impliciet zou hebben willen opheffen.

B.11. In haar memorie van antwoord en op de terechtzitting van 9 juli 1998 heeft de Franse Gemeenschapsregering bevestigd dat de decreetgever niet de bedoeling had de voormelde koninklijke besluiten op te heffen en heeft zij het Hof verzocht de betwiste bepalingen in die zin te interpreteren. Zij heeft daaraan toegevoegd dat enkel een fundamentele hervorming van het kunstonderwijs die koninklijke besluiten zou kunnen opheffen en de bepalingen in verband met de verplichting tot het slagen voor een examen over kunst expliciet zou kunnen wijzigen.

B.12. Het voormelde artikel 10, § 2, moet in die zin worden geïnterpreteerd dat het noch artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 augustus 1978, noch artikel 11 van het koninklijk besluit van 4 april 1980 opheft. Aangezien het in die bepalingen bedoelde toelatingsexamen niet wordt afgeschaft, is het middel zonder voorwerp.

Om die redenen,
het Hof
vernietigt

in het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende diverse maatregelen inzake hoger onderwijs, zoals gewijzigd bij artikel 27 van het programmadecreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 met betrekking tot diverse dringende maatregelen in verband met het onderwijs :

— artikel 7, 2°, k), tweede zin;

— in artikel 10, § 2, 2°, de bewoordingen « par l'article 7, 2°, k), sauf s'il est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, ou » (« onder artikel 7, 2°, k) behalve als hij een staatsburger is van een Lid-Staat van de Europese Unie, of »);

verwerpt het beroep voor het overige, onder voorbehoud van de in B.12 vermelde interpretatie, wat de draagwijdte van artikel 10, § 2, betreft.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 15 juli 1998.

De griffier,
L. Potoms

De voorzitter,
M. Melchior

SCHIEDSHOF

D. 98 — 1969

[C - 98/21299]

Urteil Nr. 91/98 vom 15. Juli 1998

Geschäftsverzeichnisnummer 1305

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 27 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 zur Festlegung verschiedener Dringlichkeitsmaßnahmen bezüglich des Unterrichts, soweit er die Artikel 7 und 10 in das Dekret vom 5. August 1995 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen bezüglich des Hochschulwesens einfügt, erhoben von Maria Navarro Diego und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern P. Martens, J. Delruelle, E. Cerexhe, H. Coremans und A. Arts, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 4. März 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 11. März 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 27 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 zur Festlegung verschiedener Dringlichkeitsmaßnahmen bezüglich des Unterrichts (veröffentlicht im Belgischen Staatsblatt vom 5. November 1997), soweit er die Artikel 7 und 10 in das Dekret vom 5. August 1995 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen bezüglich des Hochschulwesens einfügt, erhoben von M. Navarro Diego, T. Mourinho, M. Ribeiro Dos Anjos, S. Saurer, E. Mavodones, A. Rajszyz, I. Gleditsch, D. Hilfiker, A. Mpange Enkobo, R. Kot, M. Taira, F. Ferdjioui, C. du Bois de Dunilac, Y. Xu, R. Cappacioli, J. Wintjes, C. Da Silva Correia, J. Snow, E. Gronbach, S. Walsh, M. Courdavault, C. Dubois, C. Gautron, C. Montagnon, H. Champagnac, O. Joessel, A. Madesclaire, A. Puvis de Chavannes, C. de Chillaz, V. Gameiro Lopez, M. Ruppe, J. Baudoin, E. Ferry, S. Witte, K. Deparnay, H. Gauthier, Y. Henry, D. Marle, B. Terdjan, C. Bitsch, J. Claessens, S. Dosda, D. Stampfli, C. Bordan, C. Dubnick Maren, M. Gallis Pereira Baraona, C. Marchand, A. Petit, B. Eugene, S. Panknin, G. Guegan, Y. Jolly, S. Santana Feid, M. Ganon, P. Guilbert Brice, S. Stento, M. Salazar Cerruto, S. Zahir, D. Silva Dominguez, E. Ona Selfa Jose und C. Guerreiro Felix, die in 1060 Brüssel, avenue de la Toison d'Or 68/9, Domizil erwählt haben.

Durch Urteil Nr. 62/98 vom 4. Juni 1998, das im Belgischen Staatsblatt vom 9. Juni 1998 veröffentlicht wurde, wurde der von denselben klagenden Parteien erhobenen Klage auf einstweilige Aufhebung derselben Dekretsbestimmungen stattgegeben.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 11. März 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 26. März 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im Belgischen Staatsblatt vom 28. März 1998.

Schriftsätze wurden eingereicht von

— C. Molers, P. Paireon, A. Prevot, E. Van Vyve, N. Goetghebeur, M. Joly, V. Furnelle, J. Guisset, T. Aughuet, V. Gevers, Y. Vernard, M. Reding, J.-E. Duvivier, P. Szonyi, R. Dyszko-Wokski, P. Lucas, G. Pirotte, T. Gilles, A. Radermecker, J.-C. Palisse, A. Jacobs, B. Villers, R. Ballau, M. Serck-Dewaide, G. Terfue, D. Staelens, F. A. D'Haeseleer, M. Van Bellinghen, B. Lorge, G. De Volder, B. Verschueren, F. Colpe, D. De Rudder, C. Warmoes, J. Cotton, L. Gerard, D. Driesmans, M. Romazzotti, E. Levy, P. Ledocte, E. Dekyndt, A. Wauters, J.-P. Bauduin, M. Beernaerts, C. Oluff, B. Junius, L. Bru, F. Collet, D. Van Den Bergh, N. Malevez, M. Pasternak, G. Bauclair, C. Katz, A. Born-Godfroid, E. Creyf, A. D'Hooghe, V. Cartuyvels, J. Van Brabant, J.-P. Van Tieghem, S. Bertot, I. Vranckx, C. Stassart, J.-C. Geluck, J. Paternotte, R. Henry, J.-C. De Behels, B. Thelen, J.-P. Point, F. Bausart, A. Thimmesch, S. Thiry, M. Jacques, J.-A. Glatigny, V. Baccarini, M. Decroly, E. Duliere, F. Derleyn, C. Carez en G. Vercheval, die in 1000 Brüssel, avenue Emile De Mot 19, Domizil erwählt haben, mit am 2. April 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Regierung der Französischen Gemeinschaft, place Surlat de Chokier 15-17, 1000 Brüssel, mit am 11. Mai 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Flämischen Regierung, place des Martyrs 19, 1000 Brüssel, mit am 14. Mai 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 22. Mai 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

— C. Molers und anderen, mit am 22. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Regierung der Französischen Gemeinschaft, mit am 22. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— der Flämischen Regierung, mit am 23. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— den klagenden Parteien, mit am 7. Juli 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 24. Juni 1998 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsfähig erklärt und den Sitzungstermin auf den 9. Juli 1998 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien sowie deren Rechtsanwälten mit am 24. Juni 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 9. Juli 1998

— Erschienen

. RA V. De Wolf und RA P. Simonart, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

. RA J. Sohier, in Brüssel zugelassen, für die intervenierenden Parteien,

. RA M. Nihoul, in Brüssel zugelassen, für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

. RA in P. De Somere *loco* RA P. Devers, in Gent zugelassen, für die Flämische Regierung,

— haben die referierenden Richter J. Delruelle und A. Arts Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Die angefochtenen Bestimmungen

«Art. 27. [Im Dekret vom 5. August 1995 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen bezüglich des Hochschulwesens] wird ein Kapitel II eingefügt mit dem Titel ' Bestimmungen über die Begriffe " ordnungsgemäß eingeschriebener Student " und " für die Finanzierung berücksichtigter Student " im Kunstunterricht an Hochschulen und im höheren Kunstunterricht ', das die Artikel 6 bis 15 umfaßt, die wie folgt lauten:

' Kapitel II. Bestimmungen über die Begriffe " ordnungsgemäß eingeschriebener Student " und " für die Finanzierung berücksichtigter Student " im Kunstunterricht an Hochschulen und im höheren Kunstunterricht.

[...]

Artikel 7. Unter den ordnungsgemäß eingeschriebenen Studenten werden für die Finanzierung berücksichtigt:

1° die Studenten mit belgischer Staatsangehörigkeit;

2° folgende ausländische Studenten:

a) mit luxemburgischer Staatsangehörigkeit;

b) deren Vater oder Mutter oder gesetzlicher Vormund die belgische Staatsangehörigkeit besitzt;

c) deren Vater oder Mutter oder Vormund ordnungsgemäß in Belgien ansässig ist;

d) deren Ehepartner in Belgien ansässig ist und dort eine Berufstätigkeit ausübt oder ein Ersatzeinkommen bezieht;

e) die in Belgien ansässig sind und dort die Vorteile erhalten haben, die mit dem Statut als Flüchtling oder als Asylbewerber, das durch die belgische Delegation des Hohen Kommissariats der Vereinten Nationen für Flüchtlinge verliehen wird, verbunden sind, sowie diejenigen, deren Vater oder Mutter oder gesetzlicher Vormund sich in der gleichen Situation befindet;

f) die durch öffentliche Sozialhilfzentren übernommen oder unterhalten werden, in einem Heim, das diesen gehört, oder in einem Heim, dem sie anvertraut wurden;

g) die in Belgien ansässig, dort eine tatsächliche und effektive Berufstätigkeit ausüben oder dort ein Ersatzeinkommen beziehen;

h) die Staatsangehörige eines Landes sind, das mit Belgien oder der Französischen Gemeinschaft ein spezifisches Abkommen geschlossen hat, dies im Rahmen und innerhalb der Grenzen des Abkommens;

i) die ein Stipendium zu Lasten der nationalen Haushaltsmittel für die Entwicklungszusammenarbeit erhalten haben;

j) die ein Stipendium der Französischen Gemeinschaft im Rahmen und innerhalb der Grenzen eines mit Belgien oder der Französischen Gemeinschaft geschlossenen Kulturabkommens erhalten haben;

k) andere als die unter a) bis j) Erwähnten. Diese Studenten können jedoch nur zu höchstens zwei Prozent der Anzahl der ordnungsgemäß am 1. Februar des vorangehenden Schuljahres oder akademischen Jahres in der betreffenden Unterrichtsanstalt eingeschriebenen belgischen Studenten berücksichtigt werden, und zwar unter der Bedingung, daß die erforderliche zusätzliche Einschreibungsgebühr durch die Unterrichtsanstalt eingenommen und durch sie an das Ministerium der Französischen Gemeinschaft überwiesen wurde.

[...]

Artikel 10. § 1. Der Student wählt nach freiem Ermessen die Unterrichtsanstalt, an der er sich einschreiben möchte. Jeder Student kann sich bis zum 15. November des laufenden akademischen Jahres oder Schuljahres an der Unterrichtsanstalt seiner Wahl einschreiben.

§ 2. Die Direktion der unter § 1 erwähnten Unterrichtsanstalt kann jedoch die Einschreibung eines Studenten durch eine ausdrücklich begründete Entscheidung verweigern,

1° wenn diesem Studenten in derselben Unterrichtsanstalt im Laufe des vorangehenden Schuljahres oder akademischen Jahres eine Disziplinarstrafe auferlegt worden ist, aufgrund deren er für den Rest des Schuljahres oder akademischen Jahres von der Unterrichtsanstalt ausgeschlossen wurde;

2° wenn Artikel 7 2° k) auf diesen Studenten Anwendung findet, außer wenn er Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union ist, oder wenn Artikel 9 des vorliegenden Dekrets auf ihn Anwendung findet;

3° wenn dieser Student seine Einschreibung für ein Lehrprogramm beantragt, das keine Finanzierung durch die Französische Gemeinschaft bewirkt.

§ 3. Die Mitteilung, durch die der Student über die Verweigerung seiner Einschreibung informiert wird, muß innerhalb von 15 Tagen ab dem Tag des Eingangs des Antrags des Studenten erfolgen.

§ 4. Der Student, dessen Einschreibung verweigert wird, muß hierüber per Einschreibebrief informiert werden. Diese Mitteilung enthält ebenfalls die Modalitäten für die Einreichung einer Beschwerde.

Wenn diese Verweigerung von einer Unterrichtsanstalt ausgeht, deren Träger die Französische Gemeinschaft ist, kann der Student innerhalb von zehn Tagen per Einschreibebrief Berufung gegen diese Entscheidung bei der Regierung einlegen, die die Verweigerung innerhalb von 30 Tagen für ungültig erklären kann.

Wenn diese Verweigerung von einer durch die Französische Gemeinschaft subventionierten Unterrichtsanstalt ausgeht, kann der Student innerhalb von zehn Tagen per Einschreibebrief Berufung gegen diese Entscheidung bei dem im letzten Absatz erwähnten Ausschuß einlegen, der die Verweigerung innerhalb von 30 Tagen für ungültig erklären kann.

Die von der Französischen Gemeinschaft subventionierten Unterrichtsanstalten sehen in ihren Ordnungsbestimmungen die Schaffung und Organisation eines Ausschusses vor, der mit der Entgegennahme von Beschwerden in bezug auf die Verweigerung der Einschreibung von Studenten beauftragt ist. Dieser Ausschuß, der Garantien bezüglich der Unabhängigkeit aufweist, kann unter Wahrung der in den Ordnungsbestimmungen festgelegten Modalitäten die Verweigerung für ungültig erklären.

§ 5. Der Nachweis, daß der Student sich nicht in den unter § 2 2° angeführten Fällen befindet, wird durch jedes beweiskräftige Dokument erbracht oder in Ermangelung durch eine vom Studenten unterzeichnete Erklärung auf Ehrenwort.

Im Falle eines Betrugs verliert der Student unmittelbar die Eigenschaft als ordnungsgemäß eingeschriebener Student sowie die mit dem erfolgreichen Abschluß von Prüfungen verbundenen Rechtswirkungen.

§ 6. Ab dem akademischen Jahr 1998-1999 und außer im Falle einer Abweichung, die von der Regierung unter den von ihr festzulegenden Bedingungen eingeräumt wird, darf niemand für das Studium eingeschrieben werden, ohne den Nachweis für die ausreichenden Kenntnisse der französischen Sprache erbracht zu haben.

Dieser Nachweis kann folgendermaßen erbracht werden:

1° entweder durch das Bestehen einer Prüfung, die zu diesem Zweck durch eine oder mehrere Hochschulen organisiert wird, gemäß den Bestimmungen, die die Regierung festlegt;

2° oder durch den Besitz eines belgischen oder ausländischen Abschlußzeugnisses des Sekundarunterrichts oder eines Zyklus des Hochschulunterrichts in einer Lehranstalt, deren Unterrichtssprache das Französische ist;

3° oder durch den Besitz eines belgischen oder ausländischen Abschlußzeugnisses des Sekundarunterrichts oder eines Zyklus des Hochschulunterrichts in einer Lehranstalt, deren Unterrichtssprache teilweise das Französische ist, wenn die Regierung nach erfolgter Prüfung des im Rahmen dieses Unterrichts verfolgten Lehrplans den Besitz dieses Abschlußzeugnisses im Hinblick auf die Anwendung dieser Bestimmung mit dem Besitz des unter Ziffer 2° genannten Abschlußzeugnisses gleichstellt; die Regierung legt die Liste der gleichgestellten Abschlußzeugnisse fest.

Das Abschlußzeugnis des Sekundarunterrichts oder eines Zyklus des Hochschulunterrichts in einer Lehranstalt, die von der Deutschsprachigen Gemeinschaft abhängt und deren Unterrichtssprache teilweise das Französische ist, wird mit einem der unter Ziffer 2° genannten Abschlußzeugnisse gleichgestellt.

[...]»

IV. In rechtlicher Beziehung

- A -

Klageschrift

In bezug auf das Interesse der klagenden Parteien

A.1. Die angefochtenen Bestimmungen hätten zur Folge, daß die Mehrzahl der ausländischen Studenten von der Finanzierung durch die Französische Gemeinschaft ausgeschlossen würden, und in jedem Fall, wenn ihre Anzahl zwei Prozent der Anzahl der ordnungsgemäß eingeschriebenen belgischen Studenten übersteige, und daß sowohl die Unterrichtsanstalt und ihre Organisation als auch die Studenten offensichtlich benachteiligt würden, insofern der durch Artikel 27 des angefochtenen Dekrets eingefügte Artikel 10 des Dekrets vom 5. August 1995 zur Folge habe, jede Möglichkeit zur Durchführung einer Zulassungsprüfung vor der Einschreibung zum ersten Jahr auszuschließen.

Die angefochtenen Bestimmungen drohten überdies, sich nachteilig auf den Lehrplan und die Pädagogik der «Ecole nationale supérieure des arts visuels de ' La Cambre '», einer Unterrichtsanstalt, die diesen Aspekt auf spezifische Weise betone, der zu ihrem Bekanntheitsgrad beitrage, auszuwirken.

Die Unmöglichkeit, eine Zulassungsprüfung durchzuführen, stehe auch dem Interesse der Studenten entgegen, da diese Prüfung es dem Bewerber ermögliche einzuschätzen, ob er fähig oder geeignet sei, an diesem Unterricht mit langer Studiendauer teilzunehmen.

Die unverzügliche Anwendung der angefochtenen Bestimmungen zum Beginn des nächsten akademischen Jahres werde den Klägern einen ernsthaften Nachteil zufügen.

Zunächst sei in bezug auf das Ausklammern der ausländischen Studenten über einen Schwellenwert von höchstens zwei Prozent der Anzahl ordnungsgemäß eingeschriebener belgischer Studenten hinaus hervorzuheben, daß die Schule «La Cambre», die fast 30 Prozent ausländische Studenten umfasse, die durch den internationalen Ruf der Schule und ihre Bekanntheit, insbesondere wegen ihrer pädagogischen Methoden, angelockt würden, in einer ganz besonderen Lage sei. Der Zugang dieser ausländischen Studenten zum Unterricht werde beeinträchtigt durch die Verpflichtung, eine zusätzliche Einschreibungsgebühr zu zahlen. Außerdem werde sich die Lage jener ausländischen Studenten, die bereits in den verschiedenen Jahren der beiden Studienzyklen eingeschrieben seien, radikal verändern, da sie nicht mehr subventionierbar seien und folglich Gefahr liefen, ausgeschlossen zu werden, obschon sie bereits ein oder mehrere Studienjahre absolviert hätten. Diese Lage verletze eindeutig ihr Recht auf Unterricht und auf Kontinuität eines spezifischen Unterrichtes, so wie sie ihn bisher absolviert hätten.

Sodann werde die unverzügliche Anwendung dieser Bestimmung hinsichtlich der Abschaffung jeglicher Kunstprüfung für die Zulassung zur Unterrichtsanstalt die Organisation und den ordnungsgemäßen Ablauf der nächsten ersten Kandidatur durcheinanderbringen. Sie werde somit der Qualität des derzeit erteilten Unterrichtes schaden.

«Diese Situation hat zur Folge, daß die Schüler keine pädagogische Begleitung mehr erhalten (die Vermittlung der Berufserfahrung des Lehrenden kann nur rationell geschehen bei einer begrenzten Anzahl von Studenten, so wie es derzeit der Fall ist mit Unterricht, der in Ateliers mit etwa 20 Studenten erteilt wird), weil die Zahl der Studenten erheblich ansteigt, während die Zahl der Lehrkräfte nicht zunimmt. Die Zahl der Schüler wird sich verdoppeln, so daß der spezifische Unterricht von 'La Cambre' ganz einfach verschwinden wird.»

Schließlich verfüge die Schule in bezug auf das Lehrmaterial nur über Mittel, die einer bestimmten Schulbevölkerung angepaßt seien, beispielsweise in bezug auf die Räumlichkeiten oder das Personal. Die Spezifität der Schule werde auf diese Weise außer acht gelassen. Das somit beim Beginn des nächsten akademischen Jahres entstehende Durcheinander werde sich anschließend auf die weiteren Jahre ausbreiten, so daß sämtliche Studenten der beiden Studienzyklen durch die angefochtenen Maßnahmen betroffen würden und ihnen die spezifische pädagogische Qualität der Schule entnommen werde.

In bezug auf die Klagegründe

A.2.1. Der erste Klagegrund ist aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 7 des Römischen Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Konvention, Artikel 13 des Internationalen Paktes vom 19. Dezember 1966 über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte sowie Artikel 12 der Verordnung (EWG) Nr. 1612/68 über die Freizügigkeit der Arbeitnehmer innerhalb der Gemeinschaft abgeleitet.

A.2.2. In einem ersten Teil wird angeführt, daß Artikel 27 des angefochtenen Dekrets, insofern er einen Artikel 7 in das Dekret vom 5. August 1995 einfüge, einen Behandlungsunterschied für die Finanzierung der ordnungsgemäß eingeschriebenen Studenten einführe zwischen einerseits den Studenten mit belgischer Staatsangehörigkeit und andererseits den ausländischen Studenten, die vorbehaltlich der in Artikel 7 2° a) bis j) vorgesehenen Ausnahmen nur bis zu zwei Prozent der Anzahl der am 1. Februar des vorangehenden akademischen Jahres ordnungsgemäß an der betreffenden Unterrichtsanstalt eingeschriebenen belgischen Studenten berücksichtigt werden könnten, und dies unter der Bedingung, daß die Unterrichtsanstalt die erforderliche zusätzliche Einschreibungsgebühr erhalten und an das Ministerium der Französischen Gemeinschaft überwiesen habe.

Die in dem Klagegrund angeführten Bestimmungen des europäischen Rechtes untersagten jedoch an sich jegliche Diskriminierung auf der Grundlage der Staatsangehörigkeit; die Auferlegung einer Einschreibungsgebühr als Bedingung für den Zugang der Studenten, die Staatsbürger eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union seien, zu den Studien stelle, wenn den nationalen Studenten nicht die gleiche Gebühr auferlegt werde, eine Diskriminierung dar, die im Sinne von Artikel 7 des Römischen Vertrages, der jegliche Diskriminierung auf der Grundlage der Staatsangehörigkeit untersage, verboten sei; außerdem werde unter den ausländischen Studenten eine durch die im Klagegrund angeführten Bestimmungen verbotene Diskriminierung zwischen der in Artikel 7 2° a) bis j) vorgesehenen Kategorie von Studenten und derjenigen, die in Artikel 7 2° k) vorgesehen sei, eingeführt.

A.2.3. Der Klagegrund ficht im zweiten Teil den durch Artikel 27 des angefochtenen Dekrets eingeführten Behandlungsunterschied an, insofern dieser Artikel ins Dekret vom 5. August 1995 einen Artikel 10 über den Grundsatz der dem Studenten zuerkannten Freiheit der Einschreibung an einer Unterrichtsanstalt seiner Wahl und der Möglichkeit für die Unterrichtsanstalt, seine Einschreibung zu verweigern, einfüge; dieser Behandlungsunterschied bestehe zwischen den Studenten mit belgischer Staatsangehörigkeit einerseits und den in Artikel 7 2° k) vorgesehenen ausländischen Studenten oder denjenigen, deren Einschreibung keine Finanzierung durch die Französische Gemeinschaft bewirke, andererseits. Der freie Zugang zum Berufsunterricht sei jedoch in den im Klagegrund angeführten Bestimmungen verankert, das Recht auf Bildung müsse ohne Unterschied aufgrund der Staatsangehörigkeit beachtet werden, und die eingeführte Diskriminierung sei keineswegs vernünftig zu rechtfertigen. Es sei auch an die Rechtsprechung des Schiedshofes zu Artikel 191 der Verfassung zu erinnern. Der Gesetzgeber mißachte somit die freie Wahl der Unterrichtsanstalt, die ein wesentlicher Bestandteil des Rechtes auf Unterricht sei, eine Freiheit, die aufgrund eines bestimmten pädagogischen Projektes bestimmt werden könne.

A.2.4. Der zweite Klagegrund ist aus dem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung abgeleitet, insofern Artikel 27 des angefochtenen Dekrets, der in das Dekret vom 5. August 1995 einen Artikel 10 einfüge, besage, daß der Student frei die Unterrichtsanstalt wähle, an der er sich einzuschreiben wünsche, und daß die Schulleitung seine Einschreibung durch eine ausdrücklich begründete Entscheidung nur in bestimmten begrenzten Fällen verweigern könne, wobei keineswegs die Verpflichtung erwähnt sei, eine organisierte Kunstprüfung bestanden zu haben. Diesbezüglich mache die angefochtene Bestimmung keinerlei Unterschied zwischen den Unterrichtsanstalten. Die Regeln der Gleichheit und Nichtdiskriminierung würden es jedoch verbieten, Personen, die sich in unterschiedlichen Situationen befänden, auf gleiche Weise zu behandeln, außer im Falle einer objektiven und vernünftigen Rechtfertigung. Das angefochtene Dekret mißachte somit die Besonderheiten eines qualitativ hochstehenden Hochschulunterrichtes in Kunst, so wie er durch die Schule «La Cambre» erteilt werde; diese entwickle in erheblichem Maße die künstlerische Kreation, insbesondere durch eine angepaßte und aktive Pädagogik, die auf das Heranbilden der Persönlichkeit und den Sinn für Untersuchungen ausgerichtet sei. Der obenerwähnte Artikel 10 verhindere jedoch jede Möglichkeit, die vom Gründer der Anstalt angestrebten Ziele zu verwirklichen, und mache es unter anderem unmöglich, eine Pädagogik zu beachten, die zu ihrer Bekanntheit und ihrem Ruf beigetragen habe, dies wegen der unvermeidlichen Zunahme der Studentenzahl.

Da die Beziehung zwischen Lehrendem und Studenten vorrangig bleiben müsse, sei es unerlässlich, das Niveau der Begleitung und somit die zu diesem Zweck erforderliche Finanzierung anzupassen. Die Besonderheit des Kunstunterrichtes und insbesondere der spezifischen pädagogischen Methoden der Schule «La Cambre» seien objektive Unterschiede, die eine angepaßte Behandlung rechtfertigten.

Interventionsschriftsatz

A.3.1. C. Molers und andere, allesamt Mitglieder des Lehrkörpers der «Ecole nationale supérieure des arts visuels 'La Cambre'» haben einen Interventionsschriftsatz eingereicht, in dem sie beantragen, als intervenierende Partei zum Verfahren zugelassen zu werden und die Ausführung der angefochtenen Bestimmungen einstweilig aufzuheben sowie sie für nichtig zu erklären.

Ihr Interesse, vor Gericht aufzutreten, rechtfertigen sie mit den sicheren Auswirkungen der angefochtenen Bestimmungen auf das Lehrprogramm, auf dessen Inhalt und auf die Pädagogik der Unterrichtsanstalt.

A.3.2. Ihre Argumentation in bezug auf die Klagegründe deckt sich weitgehend mit derjenigen der Kläger. Sie unterstreichen lediglich in bezug auf den zweiten Klagegrund, daß die Unterrichtsfreiheit, die die Kläger aus den Verfassungsbestimmungen ableiteten, die Freiheit darstelle, eine besondere pädagogische Methode anzuwenden, die von dem Umstand abhängt, daß die Gesamtzahl der Studenten eine Obergrenze nicht übersteige. Sie stellten daher die Zielsetzung der angefochtenen Bestimmungen, ihre Legitimität sowie die Verhältnismäßigkeit der angewandten Mittel im Vergleich zu dieser Zielsetzung in Frage, insbesondere angesichts der Bedeutung der von den klagenden Parteien angestrebten Ziele und pädagogischen Methoden.

Schriftsatz der Regierung der Französischen Gemeinschaft

In bezug auf Artikel 7 des Dekrets vom 5. August 1995, insofern er einen diskriminierenden Behandlungsunterschied in der Finanzierung der Kunsthochschulen zwischen den belgischen Studenten und den hauptsächlich aus anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union stammenden ausländischen Studenten herbeiführen soll

A.4.1. Die Kläger hätten kein Interesse an der Klageerhebung, da die Norm die Finanzierung der Kunsthochschulen betreffe. Die Studenten seien also nicht unmittelbar von einer solchen Bestimmung betroffen.

Hilfsweise müßten die Kläger zum Nachweis ihres Interesses an der Klageerhebung beweisen, daß sie die Staatsbürgerschaft eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union als Belgien besäßen und daß sie nicht zu einer der in Artikel 7 2° a) bis j) vorgesehenen Kategorien von Studenten gehörten.

A.4.2. Der erste Klagegrund sei in seinem ersten Teil unbegründet.

Gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 5 und 6 des EG-Vertrages werde nicht verstoßen, weil die angefochtene Bestimmung nicht mit dem Anwendungsbereich der Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft zusammenhänge. Im Unterrichtsbereich bilde lediglich der Zugang zur Berufsausbildung ein Anwendungsgebiet des Vertrags. Die Rechtsprechung des Europäischen Gerichtshofes sei zur Unterstützung dieser These anzuführen. Dieser Hof habe den Gemeinschaftsgrundsatz der Nichtdiskriminierung stets so ausgelegt, daß er in der Anwendung auf den Unterricht begrenzt sei auf den Zugang der europäischen Studenten zur Berufsausbildung. Er habe umgekehrt stets auf dieser Grundlage den Zugang der Unterrichtsanstalten zu gleich welcher Finanzierung zurückgewiesen. Hieraus ergebe sich, daß die angeführte Diskriminierung nicht bestehe. Die Studenten, die Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union als Belgien seien, hätten Zugang zum Hochschulunterricht unter den gleichen Bedingungen wie die eigenen Staatsangehörigen. Die Finanzierung ihrerseits sei auf Seiten der Hochschulen global. Die belgischen Studenten bildeten lediglich ein Formkriterium für die Finanzierung, das der Gesetzgeber festgehalten habe. Auch der Unterricht sei global. Er komme unter Berücksichtigung des Haushaltes und der innerhalb einer jeden Unterrichtsanstalt festgelegten Prioritäten allen Studenten zugute.

Indem die angefochtene Bestimmung es den Schulleitern nicht erlaube, den Studenten mit einer Staatsangehörigkeit eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union als Belgien den Zugang zum Hochschulunterricht in Kunst zu verweigern, und indem sie diesen Zugang nicht von der Zahlung einer zusätzlichen Einschreibungsgebühr abhängig mache, stelle sie keine Diskriminierung im Sinne des Gemeinschaftsrechtes dar.

Es liege ebenfalls kein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention vor. Dieser Artikel 2 beziehe sich nämlich auf das Recht auf Bildung, während die angefochtene Norm lediglich die Finanzierung betreffe.

Es liege ebenfalls kein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit der EWG-Verordnung Nr. 1612/68 vor, deren Artikel 12 das Recht auf Zugang zum Unterricht in Belgien für die Kinder eines auf belgischem Staatsgebiet niedergelassenen europäischen Staatsbürgers eröffne. Abgesehen davon, daß ein solches Recht durch Artikel 7 2° c) der angefochtenen Bestimmung gewährleistet werde, sei noch anzumerken, daß diese Bestimmung sich nur auf die Finanzierung der Unterrichtsanstalten und nicht auf das Recht auf Zugang zum Unterricht beziehe.

Der Kritik der Kläger an den zugunsten bestimmter Kategorien von Ausländern differenzierten Finanzierungskriterien müsse man sich ebenfalls nicht anschließen. Die Kriterien seien eindeutig objektiv und vernünftig gerechtfertigt durch die Berücksichtigung von ständigen und organischen oder punktuellen und spezifischen Verbindungen, durch die Berücksichtigung des tatsächlichen Beitrags zu dem von der Französischen Gemeinschaft organisierten Bildungssystem durch die tatsächliche Zahlung von Steuern in Belgien und durch die Berücksichtigung von humanitären Kriterien.

In bezug auf den neuen Artikel 10 § 2 2° und 3° des Dekrets vom 5. August 1995, insofern er einen diskriminierenden Behandlungsunterschied für den Zugang zum Hochschulunterricht in Kunst zwischen den belgischen Studenten und den ausländischen Studenten einführen soll

A.5.1. Um ihr Interesse an der Klageerhebung zu rechtfertigen, müßten die Kläger noch nachweisen, daß sie nicht die Staatsangehörigkeit eines anderen Mitgliedstaates als Belgien besäßen und daß sie nicht zu einer der in Artikel 7 2° a) bis j) vorgesehenen Kategorien gehörten.

A.5.2. Da dieser zweite Teil des ersten Klagegrundes nur auf die Studenten Anwendung finde, die Staatsangehörige eines nicht zur Europäischen Union gehörenden Staates seien, könne er sich lediglich auf Artikel 24 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 14 der Europäischen Menschenrechtskonvention und Artikel 2 des ersten Zusatzprotokolls zu dieser Konvention stützen. Dieser Artikel 2 gewährleiste nicht allen Studenten, die der Zuständigkeit der Unterzeichnerstaaten der Konvention und ihres Protokolls unterlägen, ein Recht auf Zugang zum Unterricht. Nur eine rein willkürliche Unterscheidung könne diese Bestimmung verletzen, die nicht einer Regelung des Rechtes auf Unterricht entsprechend dem Bedarf und den Möglichkeiten der Gemeinschaft und des einzelnen im Wege stehe. Indem die angefochtene Bestimmung es den Schulleitern unter bestimmten Umständen erlaube, die Einschreibung eines Studenten, der nicht Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sei und der nicht zu einer

der in Artikel 7 2° b) bis j) vorgesehenen spezifischen Kategorien gehöre, «durch eine ausdrücklich begründete Entscheidung» zu verweigern, regle sie das Recht auf Unterricht entsprechend den pädagogischen und finanziellen Zwängen, die es ermöglichen, den Bedürfnissen und Möglichkeiten der Gemeinschaft Rechnung zu tragen.

In bezug auf den neuen Artikel 10 des Dekrets vom 5. August 1995, insofern er es den Kunsthochschulen nicht mehr gestatten soll, die Einschreibung eines Studenten zu verweigern, der nicht «eine organisierte Kunstprüfung» bestanden hat

A.6.1. Die Kläger wiesen in keiner Weise ein direktes Interesse an der Nichtigerklärung dieser Bestimmung nach, da sie alle ihr Studium an der Schule «La Cambre» begonnen hätten und die vorgebliche Auswirkung der Anwendung der angefochtenen Norm lediglich die Organisation des ersten Studienjahres betreffe.

Der von den Klägern angeführte Nachteil schein sehr übertrieben zu sein und sei noch nicht zu bestimmen. Die Auswirkungen der unverzüglichen Anwendung der Norm seien grob übertrieben.

Die Kläger berücksichtigten ebenfalls nicht eine Reihe von Elementen, die die Tragweite der Folgen der eventuellen Nichtdurchführung einer Zulassungsprüfung einschränken könnten, wie beispielsweise die den Schulleitern überlassene Möglichkeit, die Einschreibung bestimmter Studenten zu verweigern.

A.6.2. Der Klagegrund sei im übrigen unbegründet.

Die Regierung der Französischen Gemeinschaft bringt vor, daß eine Unterrichtsanstalt «sich auf ihre Eigenart und auf ihre pädagogischen Zwänge berufen [könnte], um die Möglichkeit der Organisation einer vorherigen Auswahlprüfung zu beantragen». Indem das angefochtene Dekret die Kunsthochschulen ausdrücklich in eine unterschiedliche Situation versetzen würde, hätte es allerdings eine andere Form der Diskriminierung geschaffen. Im übrigen verbiete nichts den Unterrichtsanstalten, die Anforderungen für das Bestehen der ersten Kandidatur zu verschärfen.

Hilfsweise schienen weder die Formulierung des Dekrets noch der Inhalt der Vorarbeiten jegliche Möglichkeit zur Abhaltung einer Auswahlprüfung vor der Einschreibung ausdrücklich auszuschließen. Eine versöhnliche Lesart der betreffenden Bestimmungen schein die Behauptung zuzulassen, daß die Bestimmungen von Artikel 11 des königlichen Erlasses vom 4. April 1980 und von Artikel 5 des königlichen Erlasses vom 31. August 1978 nicht implizit durch den neuen Artikel 10 des Dekrets vom 5. August 1995 aufgehoben würden.

In jedem Fall rühre die angeführte Diskriminierung nicht vom Inhalt von Artikel 10 her, sondern vom Fehlen einer spezifischen Regelung über die Möglichkeit zur Abhaltung einer Auswahlprüfung. Eine Nichtigerklärung der Bestimmung würde nichts am Problem ändern und andere Diskriminierungen schaffen, indem die anderen Gründe für die Verweigerung der Einschreibung abgeschafft würden.

Schriftsatz der Flämischen Regierung

A.7. Die Flämische Regierung erklärt, dieser Rechtssache beizutreten, und behält sich ausdrücklich das Recht vor, ihren Standpunkt in einem späteren Schriftsatz näher zu beschreiben.

In bezug auf den ersten Teil des ersten Klagegrunds, insofern er einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 7 des Römischen Vertrags und mit Artikel 12 der Verordnung vom 15. Oktober 1968 geltend macht, richtet sie sich angesichts der in der Flämischen Gemeinschaft geltenden Regelung (Artikel 177 § 1 2° a) des Dekrets vom 13. Juli 1994 bezüglich der Hochschulen in der Flämischen Gemeinschaft, in der abgeänderten Fassung) nach dem Ermessen des Hofes.

Erwiderungsschriftsatz der Regierung der Französischen Gemeinschaft

A.8. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft habe der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates einen Vorentwurf eines Dekrets zur Festlegung verschiedener Dringlichkeitsmaßnahmen bezüglich des Unterrichts zur Begutachtung übermittelt. Grundsätzlich sei vorgesehen, diesen Text dem Rat der Französischen Gemeinschaft vor Ende des Monats Juli 1998 zur Abstimmung zu unterbreiten. Eine der Bestimmungen dieses Vorentwurfes befreie die Kunsthochschulen des dritten Grades von der Anwendung gewisser Bestimmungen, die Gegenstand der Klage seien. Die Annahme dieses Dekrets hebe das Interesse an der Klage, zumindest in den beiden Teilen des ersten Klagegrunds, auf. Der Hof hätte dann zumindest teilweise nur noch den Mangel an Interesse an der Klage oder die Gegenstandslosigkeit der Klage festzustellen.

Das Dekret hätte jedoch alle Phasen des Gesetzgebungsverfahrens einschließlich der Veröffentlichung vor dem 4. September 1998 durchlaufen müssen, was nicht sicher sei. Im Interesse einer ordnungsgemäßen Rechtspflege bittet die Regierung der Französischen Gemeinschaft daher den Hof für den Fall, daß das obengenannte Dekret nicht vor dem 4. September 1998 veröffentlicht würde, darum, ausnahmsweise die in Artikel 25 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 vorgesehene Frist bis zum Datum der Veröffentlichung des besagten Dekrets zu verlängern. Zwar schein der Text von Artikel 25 eine solche Abweichung nicht ausdrücklich zu gestatten, doch man müsse auf den Sinn dieser Bestimmung Bezug nehmen. Zur Unterstützung dieser These wird ein Auszug aus den Vorarbeiten zum Gesetz vom 28. Juni 1983 angeführt. Der Vorteil einer solchen Lösung würde außerdem darin liegen, den Klägern ein günstigeres Ergebnis zu liefern als dasjenige, das aus einer teilweisen Nichtigerklärung der angefochtenen Norm hervorgehen würde. Im übrigen dürfe man nicht übersehen, daß die Veröffentlichung einer Gemeinschaftsnorm durch die Dienste des Belgischen Staatsblatts eine föderale Zuständigkeit sei, auf die die Französische Gemeinschaft keinerlei Einfluß habe.

A.9. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft erhalte ihre Argumentation bezüglich der Unzulässigkeit der Nichtigkeitsklage und folglich der Beitrittsklagen aufrecht.

Diese Beitrittsklagen seien im übrigen ebenfalls unzulässig. Die Lehrkräfte von «La Cambre» hätten keinerlei Interesse, vor Gericht aufzutreten, was den ersten Klagegrund anbelange, da die angefochtenen Bestimmungen lediglich die Studenten betrafen.

Sie hätten ebenfalls kein Interesse in bezug auf den zweiten Klagegrund. Ihr Interesse sei nebensächlich im Verhältnis zu demjenigen der Schule selbst. Das aus der hierarchischen Verbindung zwischen der Schulleiterin und der Regierung der Französischen Gemeinschaft abgeleitete Argument könne nicht angenommen werden, weil ein solches hierarchisches Verhältnis ebenfalls zwischen den Lehrkräften und der Französischen Gemeinschaft bestehe.

A.10.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft verteidige in der Hauptsache die vollständige Unbegründetheit des ersten Teils des ersten Klagegrunds. Der neue Artikel 7 des Dekrets vom 5. August 1995 verstoße nicht gegen die im Klagegrund erwähnten Bestimmungen, insofern er nicht die Erhebung einer zusätzlichen Einschreibungsgebühr zu Lasten der europäischen Studenten ermögliche, sondern sich darauf beschränke, die Finanzierung der ausländischen Studenten auf höchstens zwei Prozent der Anzahl eingeschriebener belgischer Studenten zu begrenzen.

Falls der Hof die im auf einstweilige Aufhebung ererkennenden Urteil gewählte Lösung aufrechterhalte, sei es hilfsweise absolut notwendig, zwischen den Studenten, die Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union seien, und den anderen ausländischen Studenten zu unterscheiden. Die Begründung des auf einstweilige Aufhebung ererkennenden Urteils enthalte keine Darlegungen in bezug auf den Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Belgiern und andererseits den ausländischen Studenten, die nicht Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union seien. Es sei daher erstaunlich, daß im Urteilstenor keine Unterscheidung zwischen ausländischen Studenten vorgenommen werde. Falls diese Lösung im Urteil über die Nichtigkeitsklage bestätigt werden sollte, bedeute dies, daß der Zugang zum Hochschulwesen insgesamt und in all seinen Formen in der Französischen Gemeinschaft, aber auch in den anderen Gemeinschaften, von einem Tag auf den anderen als vollständig frei und universal offen betrachtet werden müsse.

Eine Unterscheidung zwischen ausländischen Studenten, die einerseits Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union seien, und andererseits denjenigen, die nicht Staatsangehörige eines solchen Staates seien, könne aus zumindest vier Gründen objektiv und vernünftig gerechtfertigt werden: die untragbare finanzielle Last eines universal zugänglichen Hochschulwesens, die vollständige Unfähigkeit der ausländischen Studenten, einen finanziellen Beitrag zu leisten, das Nichtvorhandensein einer Gegenseitigkeit und die Notwendigkeit, den Zugang zum Kunsthochschulunterricht für möglichst viele Studenten aufrechtzuerhalten.

A.10.2. In bezug auf den zweiten Teil des ersten Klagegrunds sei zu prüfen, ob der durch die angefochtene Bestimmung vorgenommene Behandlungsunterschied zwischen den Studenten, die Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union seien, und den anderen ausländischen Studenten objektiv und vernünftig zu rechtfertigen sei. Der Umstand, daß diese Rechtfertigung nicht direkt aus den Vorarbeiten zum Dekret hervorgehe, lasse die Norm selbstverständlich nicht aus diesem Grunde verfassungswidrig werden. Es obliege dem Hof, die objektiv und vernünftig zu rechtfertigende oder nicht zu rechtfertigende Beschaffenheit der angefochtenen Norm zu beurteilen. Diesbezüglich sei darauf hinzuweisen, daß die Bestimmung das Recht auf Bildung entsprechend pädagogischen und finanziellen Zwängen regele, anhand deren die Bedürfnisse und Möglichkeiten der Gemeinschaft berücksichtigt werden könnten. Die Aufrechterhaltung einer Mindestqualität des Kunsthochschulunterrichts in der Französischen Gemeinschaft erlaube es nicht, ohne irgendeine Einschränkung allen Staatsangehörigen aller Unterzeichnerstaaten der Europäischen Menschenrechtskonvention den Zugang zu den Kunsthochschulen zu gewährleisten. Die oben angeführten vier Gründe könnten hierauf jedoch übertragen werden, um die Unterscheidung bezüglich der Verweigerung der Einschreibung in einer Kunsthochschule objektiv und vernünftig zu rechtfertigen.

A.10.3. In bezug auf den zweiten Klagegrund erhält die Regierung der Französischen Gemeinschaft im Anschluß an das Urteil über die Klage auf einstweilige Aufhebung nur das in ihrem Schriftsatz hilfsweise dargelegte Argument aufrecht. Eine versöhnliche Lesart der betreffenden Bestimmungen scheine die Feststellung zu erlauben, daß die Bestimmungen von Artikel 11 des königlichen Erlasses vom 4. April 1980 und von Artikel 5 des königlichen Erlasses vom 31. August 1978 nicht implizit durch den neuen Artikel 10 des Dekrets vom 5. August 1995 aufgehoben würden. Nur die grundlegende Reform des Kunstunterrichts und insbesondere der Organisation der verschiedenen Unterrichtsanstalten könnte ausdrücklich die Bestimmungen über die Verpflichtung zum Bestehen einer Kunstprüfung abändern. Eine solche versöhnliche Lesart würde genau die gleiche Wirkung haben wie die Auslegung der Norm, so wie der Hof sie in seinem Urteil Nr. 62/98 vorschläge, ohne eine teilweise Nichtigkeitsklärung der angefochtenen Norm beinhalten zu müssen. Diese Lösung würde bei weitem eher dem Grundsatz der Verfassungsmäßigkeitsvermutung der Gesetzesnormen entsprechen.

Erwiderungsschriftsatz der intervenierenden Parteien C. Molers u.a.

A.11.1. Die Mitglieder des Lehrkörpers der Schule «La Cambre» wiesen ein unbestreitbares Interesse an der Beteiligung an dieser Rechtssache auf. Ihre Lage unterscheide sich von derjenigen der vom Urteil Nr. 38/94 vom 10. Mai 1994 betroffenen Lehrpersonen. Die in der vorliegenden Rechtssache angefochtenen Normen stellten nicht nur Normen bezüglich der Finanzierung der Schule dar, sondern bezögen sich ebenfalls auf die Zugangsbedingungen zum Unterricht und zur Ausbildung. Man müsse auch die spezifische Situation von «La Cambre» berücksichtigen, an der es mehr als 30 Prozent ausländische Studenten gebe, was bedeute, daß der angefochtene Artikel 7 mit Sicherheit Auswirkungen auf den Lehrplan, auf dessen Inhalt und auf die Pädagogik der Schule haben werde. Das unmittelbare Interesse sei andererseits deutlich in bezug auf den angefochtenen Artikel 10, da die Unmöglichkeit zur Begrenzung der Anzahl Einschreibungen zur Folge haben werde, die Pädagogik zu neutralisieren, die das Besondere der Lehrkräfte der Schule ausmache.

Im übrigen sei die Schule «La Cambre» eine Hochschule, die der Französischen Gemeinschaft direkt unterstehe und keinen eigenen Schulträger und keinerlei Organisations- oder Verwaltungsform habe, die es ihr ermöglichen würde, im eigenen Namen zu handeln, dies im Unterschied zu der vom obengenannten Urteil Nr. 38/94 betroffenen Schule.

A.11.2. In bezug auf den ersten Klagegrund führten die angefochtenen Normen eine Diskriminierung auf der Grundlage der Staatsangehörigkeit ein, was sowohl durch den EG-Vertrag als auch durch das erste Zusatzprotokoll zur Europäischen Menschenrechtskonvention verboten sei, weil eine Einschreibungsgebühr als Bedingung für den Zugang der Studenten, die Staatsangehörige eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union seien, zum Studium auferlegt werde. Die eingeführte Unterscheidung werde durch keinerlei objektives Kriterium in Anbetracht der Bestimmungen des EG-Vertrags und der belgischen Verfassung gerechtfertigt. Der Behandlungsunterschied beziehe sich nicht nur auf die Gewährung der Finanzierung, sondern wirke sich unweigerlich auf das Recht auf Bildung und den Zugang zur Hochschulausbildung im Kunstbereich aus. Zur Unterstützung dieser These wird das Urteil Nr. 62/98 vom 4. Juni 1998 angeführt. Die Parteien fragten sich schließlich, welches Los den ausländischen Studenten beschieden sei, die sich derzeit mitten im Studienjahr befänden und von einem Tag auf den anderen nicht mehr subventionierbar seien, obwohl sie bereits ein oder mehrere Studienjahre erfolgreich absolviert hätten.

In bezug auf den zweiten Klagegrund werde der durch die Französische Gemeinschaft in der Hauptsache geltend gemachten These entgegengesetzt, daß die Besonderheit und die pädagogischen Zwänge der Schule «La Cambre» vorher durchaus anerkannt worden seien und daß die Schule somit faktisch und rechtlich in eine andere Lage versetzt worden sei als die übrigen Hochschulen. Es gehe also keineswegs darum, hier in abstracto Besonderheiten anzuführen als Versuch, in den Vorteil einer «Diskriminierung» zu gelangen, sondern vielmehr ganz einfach darum, bestehende und durch die Gemeinschaft selbst bereits anerkannte Besonderheiten anzuführen, um zu fordern, daß faktisch anerkannte Unterschiede zu einer rechtlich unterschiedlichen Behandlung führen müßten. Das Urteil Nr. 62/98 wird ebenfalls angeführt.

In bezug auf die hilfsweise von der Französischen Gemeinschaft vertretene These müsse man perplex sein. Diese These stehe in radikalem Widerspruch zu den in der Hauptsache dargelegten Thesen; im übrigen widerspreche die versöhnliche Lesart eindeutig dem Text und dem Sinn der neuen Bestimmungen. Die angefochtene Bestimmung führe nämlich auf Seiten der Studenten ein Recht ein, sich in einer Schule ihrer Wahl einzuschreiben, und behalte eine Möglichkeit zur Verweigerung der Einschreibung durch die Schulleitung nur streng begrenzten Fällen vor. Diese Fälle stellten Abweichungen von einem subjektiven Recht dar und müßten daher Gegenstand einer einschränkenden Auslegung sein; da Artikel 11 des Erlasses vom 4. April 1980 die Rechtsgrundlage der angefochtenen Aufnahmeprüfung darstelle, könne er nur implizit aufgehoben werden. In der Hierarchie der Rechtsquellen habe ein Dekret außerdem Vorrang vor einem königlichen Erlaß, vor allem, wenn - wie im vorliegenden Fall - es sich um einen vorherigen Erlaß handele.

Schließlich sei es falsch zu behaupten, daß die beanstandete Diskriminierung nicht ihren Ursprung im Inhalt von Artikel 10 finde, denn man brauche nur festzustellen, daß die Aufnahmeprüfung derzeit auf dem königlichen Erlaß vom 4. April 1980, insbesondere dessen Artikel 11 beruhe und daß also keineswegs ein Fehlen einer spezifischen Regelung vorliege.

Erwiderungsschriftsatz der Flämischen Regierung

A.12.1. Wie die Regierung der Französischen Gemeinschaft anführe, hätten die Kläger, insofern ihre Klage gegen Artikel 7 des Dekrets vom 5. August 1995 gerichtet sei (im ersten Teil ihres ersten Klagegrunds), nur ein ausreichendes Interesse in bezug auf den zweiten Teil des zweiten Satzes von Artikel 7 2°.

Insofern ihre Klage gegen Artikel 10 des Dekrets vom 5. August 1995 gerichtet sei, besäßen die Kläger, unter Berücksichtigung des Inhaltes des zweiten Teils ihres ersten Klagegrunds nur in bezug auf Paragraph 2 2° und gegebenenfalls 3° ein ausreichendes Interesse. Angesichts des Aufbaus des ersten Klagegrunds müßten die Parteien außerdem noch den Beweis erbringen, falls die mit der Einschreibungsgebühr verbundenen Bedingungen infolge der Nichtigerklärung der bereits durch den Hof einstweilig aufgehobenen Bestimmung verschwinden würden, daß sie nicht die Staatsangehörigkeit eines Mitgliedstaates der Europäischen Union besäßen und daß sie nicht zu einer der in Artikel 7 2° a) bis j) vorgesehenen Kategorien gehörten.

A.12.2. In bezug auf den ersten Teil des ersten Klagegrunds richtet sich die Flämische Regierung angesichts der in der Flämischen Gemeinschaft anwendbaren Gesetzgebung (Artikel 177 § 1 2° a) des Dekrets vom 13. Juli 1994 bezüglich der Hochschulen in der Flämischen Gemeinschaft, in seiner abgeänderten Fassung) nach dem Ermessen des Hofes.

Insofern dieser Teil ebenfalls den Behandlungsunterschied zwischen den verschiedenen Kategorien von Ausländern anprangere, abgesehen vom Problem der Staatsangehörigen eines Mitgliedstaates der Europäischen Union, sei zu berücksichtigen, daß der Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruhe, das außerdem das angestrebte Ziel berücksichtige und den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit beachte. Er beruhe nämlich auf der spezifischen Verbindung des ausländischen Studenten zu Belgien und/oder zu einer seiner Gemeinschaften, und es sei zweckdienlich, die Studenten, die diese Verbindung aufweisen könnten, auf die gleiche Weise zu finanzieren wie die belgischen Studenten. Außerdem könnten die anderen ausländischen Studenten als diejenigen, auf die sich Artikel 7 beziehe, mit einer Begrenzung auf höchstens zwei Prozent der Anzahl belgischer Studenten für die Finanzierung berücksichtigt werden, wobei diese Begrenzung angesichts der verfügbaren finanziellen Mittel der Französischen Gemeinschaft in Anbetracht der Ausdehnung ihrer Aufgabe im Bereich des Unterrichts und außerhalb dieses Sachbereichs objektiv gerechtfertigt sei.

Der Gesetzgeber könne rechtsgültig zwischen den ausländischen Studenten unterscheiden, je nachdem, ob sie Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union seien oder nicht. Zur Unterstützung dieser These wird das Urteil des Europäischen Gerichtshofes für Menschenrechte vom 7. August 1996 angeführt. Diese Unterscheidung beruhe auf einer objektiven und vernünftigen Rechtfertigung, denn die Mitgliedstaaten der Europäischen Union bildeten eine spezifische Rechtsordnung. Im gleichen Zusammenhang sei es nicht verboten, von ausländischen Studenten, die nicht Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union seien, eine besondere Einschreibungsgebühr zu verlangen.

In bezug auf den zweiten Teil des ersten Klagegrunds verweist die Flämische Regierung auf die Argumentation der Französischen Gemeinschaft, lediglich mit dem Vorbehalt in bezug auf das, was bereits bezüglich der ausländischen Studenten, die Staatsangehörige eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sind, in bezug auf die Berücksichtigung dieser Studenten für die Berechnung der Zweiprozentnorm gesagt worden ist.

A.12.3. In bezug auf den zweiten Klagegrund vertritt die Flämische Regierung den Standpunkt, daß die Besonderheit des Kunsthochschulunterrichts eine gewisse Einschränkung des Zugangs zum Unterricht rechtfertigen könne, die durch die Anwendung der Regeln der Gleichheit und Freiheit des Unterrichts auf der Grundlage der Bedürfnisse und Möglichkeiten der Gemeinschaft und des Einzelnen notwendig gemacht werden könne. Die Flämische Regierung sei hingegen der Auffassung, daß die Wahl der Art und Weise, in der der Zugang oder der künftige Zugang zum Unterricht beschränkt werden müsse, der Befugnis des zuständigen Gesetzgebers obliege.

Erwiderungsschriftsatz der klagenden Parteien

A.13.1. Die Studenten der Einrichtung würden durch die Bestimmungen des neuen Artikels 7 des Dekrets vom 5. August 1995 unmittelbar benachteiligt. Die Weise der Festlegung der Finanzierung, die in dieser Bestimmung vorgesehen sei, betreffe ihre Situation unmittelbar und in ungünstigem Sinne, da die Kontinuität des Unterrichts und insbesondere der Unterrichtsmethode der Schule durch die angefochtenen Bestimmungen mißachtet werde. Die Kläger seien betroffen in ihrem Recht auf Unterricht, so wie es durch die zur Unterstützung des Klagegrunds angeführten Bestimmungen anerkannt werde.

Wegen der Zusammensetzung der Schulbevölkerung von «La Cambre» werde außerdem die Existenz der Einrichtung für Kunstunterricht gefährdet, da die ausländischen Studenten, die insgesamt mehr als 30 Prozent der Studentenzahl ausmachten, von der Finanzierung ausgeschlossen würden.

Der Hinweis auf das Urteil Nr. 38/94 des Schiedshofes sei irrelevant, weil im vorliegenden Fall die Schule «La Cambre» über keinen sich von der Französischen Gemeinschaft unterscheidenden Organisationsträger verfüge, und vor allem deswegen, weil «La Cambre» weder eine eigene Rechtspersönlichkeit noch eine strukturelle Entität habe, wodurch die Schule vor Gericht auftreten könnte, in Ermangelung eines Verwaltungsrates oder eines Direktionsrates.

Was die von der Französischen Gemeinschaft verlangten Belege betreffe, so seien die entsprechenden Unterlagen bei der Kanzlei des Hofes hinterlegt worden.

A.13.2. Die Studenten der Einrichtung hätten ebenfalls ein Interesse an der Nichtigerklärung des neuen Artikels 10 des Dekrets vom 10. August 1995. Der von der Französischen Gemeinschaft vorgebrachten These könne nicht beigespflichtet werden, weil sie darauf hinauslaufen würde, daß für einen bei einer Unterrichtsanstalt regelmäßig eingeschriebenen Studenten jede Möglichkeit abgeschafft werde, die Nichtigerklärung einer ihn benachteiligenden Gesetzesnorm zu beantragen. Außerdem sei darauf hinzuweisen, daß der Nachteil, den die Kläger erleiden würden, feststehe, denn in Ermangelung einer vorhergehenden Prüfung werde die Schülerzahl erheblich zunehmen, was auf irreparable Weise der Qualität des Unterrichts Abbruch tun werde. Es ist übrigens seltsam, daß die intervenierende Partei die Auffassung vertrete, daß der Nachteil sich durch das Ablehnen von Einschreibungen vermeiden ließe, worüber die Schulleitung völlig selbständig entscheiden könne.

A.13.3. Hinsichtlich des ersten Teils des ersten Klagegrunds sei darauf hinzuweisen, daß, wenn ein Mitgliedstaat Lehrgänge insbesondere im Bereich der Berufsausbildung einrichte, die Tatsache, daß von einem Staatsangehörigen eines anderen Mitgliedstaates, der sich legitim im erstgenannten Staat niedergelassen habe, eine Einschreibungsgebühr verlangt werde, welche nicht von den eigenen Staatsangehörigen verlangt werde, eine durch Artikel 7 des Vertrags verbotene Diskriminierung aufgrund der Staatsangehörigkeit darstelle. Die intervenierende Partei erkenne außerdem an, daß die Finanzierungsweise der Schule nahezu unbemerkt aber sicher den Zugang zur Schule «La Cambre» einschränke.

Die von der Französischen Gemeinschaft vorgeschlagene versöhnliche Auslegung stimme nicht mit einer angemessenen Interpretation des Wortlauts überein, der ohne jeden Zweifel einen finanziellen Beitrag der Studenten vorsehe. Wenn - wider Erwarten - der Auslegung der Französischen Gemeinschaft beigespflichtet werden sollte, so sei darauf hinzuweisen, daß die Einrichtung den Finanzierungsmangel nicht mit ihren eigenen Mitteln ausgleichen könnte und daß auf jeden Fall der Zugang zur Ausbildung notwendigerweise eingeschränkt werden würde, und zwar zum Nachteil der ausländischen Studenten, die nicht zu den finanzierbaren Studenten gehören würden.

A.13.4. Hinsichtlich des zweiten Teils des ersten Klagegrunds sei hervorheben, daß die fragliche Bestimmung eine auf dem nationalen Ursprung basierende Diskriminierung einführe, die nicht objektiv und angemessen gerechtfertigt werden könne und jede Verhältnismäßigkeit zwischen den eingesetzten Mitteln und dem verfolgten Zweck mißachte. Diese Situation werde außerdem dadurch verschlimmert, daß keinerlei Begründung für die Ablehnung der Einschreibung seitens der Schulleitung vorliege. Dies sei um so unzulässiger, da das Recht auf Unterricht auf dem Spiel stehe, wobei dieses Recht zu den grundlegenden Prinzipien gehöre, die der Schiedshof berücksichtige, wenn er Unterschiede zwischen Belgien und Ausländern zu beurteilen habe. Der Zugang zu den Unterrichtsanstalten sei ein wesentlicher Bestandteil des Rechts auf Unterricht; dazu gehöre die Wahl der Unterrichtsanstalt, die aufgrund eines bestimmten pädagogischen Projektes, aufgrund des Charakters des Unterrichts oder der Schule getroffen werden könne.

A.13.5. Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds sei die Einzigartigkeit des qualitativ hochwertigen Kunsthochschulunterrichts in Erinnerung zu rufen, der durch die Schule «La Cambre» erteilt werde. «La Cambre» sei ein Ort, wo Techniken erlernt würden, ein Ort, wo künstlerische Tätigkeiten ausgeübt würden, ein Ort des künstlerischen Schaffens. Daraus ergäben sich objektive Unterschiede, die eine angepaßte Behandlung rechtfertigen würden. Die Beziehung zwischen Lehrendem und Studenten müsse vorrangig bleiben können, und dazu sei es unerlässlich, das Niveau der Begleitung und somit die zu diesem Zweck erforderliche Finanzierung anzupassen. Die Schule «La Cambre» sei also eine Kunsthochschule, die sich radikal von den anderen Lehranstalten unterscheide, weshalb besondere Rechtsvorschriften, die diesem faktischen Unterschied entsprächen, gerechtfertigt seien.

Die von der Französischen Gemeinschaft vorgebrachte versöhnliche Auslegung könne im angefochtenen Wortlaut keine Unterstützung finden, welcher ganz gewiß die Organisation einer Prüfung, wie sie bisher organisiert worden sei, aufhebe.

- B -

Hinsichtlich des Antrags auf Verlängerung der in Artikel 25 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof genannten Frist

B.1.1. In seinem Urteil Nr. 62/98 vom 4. Juni 1998 hat der Hof die angefochtenen Bestimmungen einstweilig aufgehoben.

B.1.2. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft, die sich auf die Vorarbeiten zu Artikel 25 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 stützt, bittet den Hof, im Interesse der guten Rechtspflege die in diesem Artikel vorgesehene Frist ausnahmsweise bis zum Datum der Veröffentlichung eines Änderungsdekrets zu verlängern.

B.1.3. Dieser Artikel bestimmt folgendes:

«Der Hof fällt sein Urteil über die Hauptklage binnen drei Monaten nach der Verkündung des Urteils, das die einstweilige Aufhebung anordnet. Diese Frist kann nicht verlängert werden.

Falls das Urteil über die Hauptklage nicht innerhalb dieser Frist gefällt worden ist, hört die einstweilige Aufhebung unverzüglich auf, wirksam zu sein.»

B.1.4. Der Hof kann den Sinn einer Gesetzesbestimmung nicht ändern, indem er Erklärungen, die ihrer Annahme vorausgegangen sind, den Vorrang vor dem eindeutigen Wortlaut dieser Bestimmung einräumt.

Der Hof kann dem Antrag der Regierung der Französischen Gemeinschaft somit nicht stattgeben.

Hinsichtlich der Zulässigkeit der Nichtigkeitsklage

B.2.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft behauptet, daß die klagenden Parteien nicht das erforderliche Interesse an der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen nachweisen würden.

B.2.2. Die klagenden Parteien sind belgische und ausländische Studenten der «Ecole nationale supérieure des arts visuels 'La Cambre'». Diese Lehranstalt kennzeichnet sich durch die Anwendung einer Unterrichtsmethode, die die Beziehung zwischen Lehrendem und Studenten vorrangig fördert, und zwar in kleinen Gruppen, die sich aus belgischen und ausländischen Studenten zusammensetzen, welche alle erst dann zugelassen werden, wenn sie eine Kunstprüfung bestanden haben.

B.2.3. Der neue Artikel 7 des Dekrets vom 5. August 1995 läßt unter den ordnungsgemäß eingeschriebenen Studenten, die für die Finanzierung in Betracht kommen, die anderen ausländischen Studenten als diejenigen, auf die sich die Buchstaben a) bis j) beziehen, nur in Höhe von maximal zwei Prozent der Anzahl belgischer Studenten und nur unter der Bedingung, daß sie eine zusätzliche Einschreibungsgebühr entrichten, zu. Außerdem ermöglicht der neue Artikel 10 § 2 des Dekrets die Ablehnung der Einschreibung von Studenten, auf die sich Artikel 7 2° k) des besagten Dekrets bezieht.

Der neue Artikel 10 § 2 des Dekrets würde es - nach Ansicht der Kläger - nicht erlauben, die Einschreibung eines Studenten mit der Begründung abzulehnen, daß er die Zulassungsprüfung vor der Einschreibung zum ersten Jahr nicht bestanden hat.

B.2.4. Alle klagenden Studenten können durch die eine und die andere Bestimmung unmittelbar und in ungünstigem Sinne betroffen sein, soweit diese der Qualität des Kunstunterrichts an der Lehranstalt «La Cambre», der Eigenart der dort angewandten Unterrichtsmethode, dem Ruf der Lehranstalt und demzufolge dem Wert des von den klagenden Parteien erstrebten Diploms Abbruch tun würden.

Artikel 7 kann außerdem die klagenden ausländischen Studenten unmittelbar und in ungünstigem Sinne betreffen. Das gleiche gilt für Artikel 10 § 2, was jene ausländischen Studenten betrifft, die nicht Staatsbürger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sind.

B.2.5. Die auf Unzulässigkeit der Klage lautende Einrede ist abzuweisen.

Hinsichtlich der Zulässigkeit der Intervention

B.3.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft stellt das Interesse der Lehrkräfte von «La Cambre» an der Intervention in Abrede.

B.3.2. Kraft Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 kann ein jeder, der ein Interesse nachweist, sich an einem Verfahren auf Nichtigerklärung beteiligen, wenn er innerhalb der vorgesehenen Frist einen Schriftsatz einreicht.

In ihrer Eigenschaft als Lehrkräfte sind die intervenierenden Parteien nicht unmittelbar durch den vorgenannten neuen Artikel 7 betroffen. Auch wenn eine solche Bestimmung sich mittelbar auf ihre Lage auswirken könnte, ändert dies nichts an der Tatsache, daß eben die Studenten selbst durch diese Bestimmung unmittelbar betroffen seien.

Die Lehrkräfte können hingegen unmittelbar und in ungünstigem Sinne durch den vorgenannten neuen Artikel 10 § 2 betroffen sein, da diese Bestimmung so beschaffen ist, daß sie der Eigenart des Kunstunterrichts an der Lehranstalt «La Cambre», dem Ruf dieser Lehranstalt und ihren Arbeitsumständen innerhalb dieser Lehranstalt Abbruch tut.

Die Intervention ist insofern zulässig, als sie den neuen Artikel 10 § 2 des Dekrets betrifft.

Hinsichtlich des ersten Klagegrunds

Bezüglich der zwei Teile des Klagegrunds

B.4.1. Der neue Artikel 7 des Dekrets vom 5. August 1995 sieht in seiner Ziffer 2° k) die Erhebung einer zusätzlichen Einschreibungsgebühr für die nicht unter 2° a) bis j) erwähnten ausländischen - sowohl europäischen als auch nichteuropäischen - Studenten vor.

B.4.2. Die angefochtene Bestimmung führt hinsichtlich der Bedingung einer zusätzlichen Einschreibungsgebühr einen auf der Staatsangehörigkeit der betroffenen Studenten beruhenden Unterschied ein.

Bezüglich der ausländischen Studenten, die Staatsbürger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sind

B.5.1. Der beanstandete Unterschied kann nicht gerechtfertigt werden, soweit es sich um Studenten handelt, die Staatsbürger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sind, denn Artikel 6 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft (vormals Artikel 7 des Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft) verbietet im Anwendungsbereich dieses Vertrags jede Diskriminierung aus Gründen der Staatsangehörigkeit.

B.5.2. Unbeschadet der Artikel 126 und 127 dieses Vertrags, in der durch den Maastrichter Vertrag vom 7. Februar 1992 abgeänderten Fassung, ist darauf hinzuweisen, daß dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften zufolge die Bedingungen für den Zugang zur Berufsausbildung zum Anwendungsbereich des Vertrags gehören und «eine Abgabe, Einschreibe- oder Studiengebühr für den Zugang zum berufsbildenden Unterricht [...] eine gegen Artikel 7 EWG-Vertrag verstoßende Diskriminierung aus Gründen der Staatsangehörigkeit dar[stellt], wenn sie von Studenten aus anderen Mitgliedstaaten, nicht aber von inländischen Studenten erhoben wird» (Urteil Gravier vom 13. Februar 1985, EuGH, Slg., S. 615).

Das Erfordernis einer zusätzlichen Einschreibungsgebühr in einer Lehranstalt für Kunstunterricht wie «La Cambre» ist eine Zulassungsbedingung für eine Ausbildung im Hinblick auf den Zugang zu einem Beruf und fällt in den Anwendungsbereich des vorgenannten Vertrags.

B.5.3. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung haben eine allgemeine Tragweite. Sie untersagen jegliche Diskriminierung, ungeachtet deren Ursprungs; die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots gelten angesichts aller Rechte und aller Freiheiten, einschließlich derjenigen, die sich aus internationalen Verträgen ergeben, welche für Belgien verbindlich sind, durch einen Zustimmungsakt in der innerstaatlichen Rechtsordnung anwendbar gemacht wurden und direkte Wirkung haben.

B.5.4. Der Unterschied zwischen den belgischen Studenten und jenen Studenten, die Staatsbürger eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union sind, ist demzufolge unvereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit Artikel 6 des EG-Vertrags.

Soweit der Klagegrund von einem Verstoß gegen diese Bestimmungen ausgeht, ist er begründet.

Bezüglich der ausländischen Studenten, die keine Staatsbürger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sind

B.6.1. Die Mitgliedstaaten der Europäischen Union bilden eine Gemeinschaft, die eine spezifische Rechtsordnung besitzt und eine eigene Bürgerschaft ins Leben gerufen hat, welche durch mehrere Rechte und Pflichten gekennzeichnet wird. Ein Behandlungsunterschied, der auf der Zugehörigkeit zu dieser Gemeinschaft basiert, beruht auf einem objektiven Kriterium.

B.6.2. Allerdings ist im vorliegenden Fall, was den Zugang zum Hochschulunterricht betrifft, zu prüfen, ob die fragliche Maßnahme in einem objektiven Zusammenhang zu der verfolgten Zielsetzung steht und ob sie hinsichtlich dieser Zielsetzung nicht unverhältnismäßig ist.

B.6.3. Die beanstandete Maßnahme legt die Anzahl ausländischer Studenten, die für die Finanzierung in Betracht kommen, auf maximal zwei Prozent fest, ohne je nachdem zu unterscheiden, ob sie Staatsbürger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union sind oder nicht, so daß sie es nicht ermöglicht zu bestimmen, in welchem Maße sie Europäer bzw. Nichteuropäer betrifft, und genauso wenig, ob Nichteuropäer zugelassen werden, unter Berücksichtigung des neuen Artikels 10 § 2 2°.

B.6.4. Außerdem macht die Maßnahme die Berücksichtigung der ausländischen Studenten von der Zahlung einer zusätzlichen Einschreibungsgebühr abhängig, wobei weder der Höchstbetrag noch die Bewertungskriterien durch den Dekretgeber festgelegt worden sind, so daß der Hof seine Prüfung nicht durchführen kann.

B.6.5. Schließlich ist während der Vorarbeiten zu keinem Zeitpunkt die Kategorie der Anstalten, zu der die Schule «La Cambre» gehört, berücksichtigt worden. Diese Lehranstalten basieren die Qualität ihres Kunstunterrichts, die Eigenart ihrer Unterrichtsmethode und den Wert der von ihnen ausgestellten Diplome sowohl auf die qualitative Auswahl der zugelassenen Studenten als auch auf die ihnen gebotene Möglichkeit, mit belgischen und ausländischen Künstlern in Kontakt zu kommen.

B.6.6. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots untersagen, daß Kategorien von Personen, die sich angesichts der beanstandeten Maßnahme in wesentlich verschiedenen Situationen befinden, in gleicher Weise behandelt werden, ohne daß hierfür eine angemessene Rechtfertigung vorliegt.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.6.7. Indem der Dekretgeber eine Maßnahme ergriffen hat, die offensichtlich auf einer haushaltsmäßigen Zielsetzung beruht, ohne daß geprüft wurde, ob diese Zielsetzung den Vorrang vor jeder anderen Erwägung angesichts der Lehranstalten mit der in B.6.5 genannten spezifischen Zweckbestimmung haben soll, hat der Dekretgeber, der zu keinem Zeitpunkt zu verstehen gegeben hat, daß er diese Eigenart erneut in Frage stellen wollte, eine Maßnahme ergriffen, die unter Berücksichtigung der Folgen, die sie für diese Lehranstalten haben kann, nicht in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

B.6.8. Soweit der Klagegrund von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung ausgeht, ist er begründet.

Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds

B.7. Der zweite Klagegrund beruht auf einer Verletzung der Artikel 10, 11 und 24 der Verfassung, indem Artikel 27 des angefochtenen Dekrets, der einen Artikel 10 in das Dekret vom 5. August 1995 einfügt, bestimmt, daß der Student nach freiem Ermessen die Unterrichtsanstalt wählt, an der er sich einschreiben möchte, und daß die Schulleitung seine Einschreibung durch eine ausdrücklich begründete Entscheidung nur in bestimmten begrenzten Fällen verweigern kann, wobei keineswegs die Verpflichtung erwähnt ist, eine organisierte Kunstprüfung bestanden zu haben.

B.8. Der Klagegrund läuft darauf hinaus, daß behauptet wird, daß Artikel 10 § 2 dadurch, daß er nur drei Fälle der Ablehnung der Zulassung vorsieht, die Verordnungsbestimmungen, die den Zugang zu einer Schule wie «La Cambre» vom Bestehen einer Kunstprüfung abhängig machen, implizit aufgehoben hätte (Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 31. August 1978 bezüglich der Einstufungsbedingungen des Vollzeitunterrichts in bildender Kunst in den drei Graden des höheren Kunstunterrichts; Artikel 11 des königlichen Erlasses vom 4. April 1980 zur Festlegung der neuen Strukturen der Organisation des Studiums an der «Ecole nationale supérieure des arts visuels de ' La Cambre ' »).

B.9. Die königlichen Erlasse vom 31. August 1978 und 4. April 1980 sind beide zur Durchführung des Gesetzes vom 14. Mai 1955 zur Regelung des Kunstunterrichts ergangen, dessen Fortbestehen wenigstens teilweise insbesondere aus dem neuen Artikel 9 § 1 4° des Dekrets vom 5. August 1995 abzuleiten ist.

Der erstgenannte königliche Erlaß stellt die Grundregelung des Kunsthochschulunterrichts des dritten Grades fest und schreibt als Zulassungsbedingungen vor:

«1° das beglaubigte Fähigkeitszeugnis, welches den Zugang zum Hochschulunterricht eröffnet;

2° das Bestehen einer Kunstprüfung, deren Programm vom Minister bestimmt wird.»

Der zweite königliche Erlaß übernimmt die gleichen Bedingungen für die Zulassung zum ersten Jahr des ersten Zyklus der «Ecole nationale supérieure des arts visuels de la Cambre» (Artikel 11).

B.10. Weder aus dem Wortlaut von Artikel 10 § 2, noch aus den Vorarbeiten zur dieser Bestimmung ergibt sich, daß der Dekretgeber durch die Aufzählung dreier Ursachen der Ablehnung der Zulassung aus Gründen disziplinarischer oder finanzieller Art die Möglichkeiten der Ablehnung der Einschreibung erschöpfend ausgezählt hätte und die gemäß der Grundregelung und den Bestimmungen bezüglich der allgemeinen Struktur der Schule «La Cambre» vorgeschriebenen Zulassungsbedingungen implizit hätte aufheben wollen.

B.11. In ihrem Erwidierungsschriftsatz und während der Sitzung vom 9. Juli 1998 hat die Regierung der Französischen Gemeinschaft bestätigt, daß der Dekretgeber nicht die Absicht gehabt habe, die vorgenannten königlichen Erlasse aufzuheben, und hat sie den Hof gebeten, die fraglichen Bestimmungen in diesem Sinne auszulegen. Sie hat dem hinzugefügt, daß nur eine fundamentale Reform des Kunstunterrichts diese königlichen Erlasse aufheben und die Bestimmungen im Zusammenhang mit der Verpflichtung, eine Kunstprüfung zu bestehen, explizit ändern könnte.

B.12. Der vorgenannte Artikel 10 § 2 ist dahingehend auszulegen, daß er weder Artikel 1 des königlichen Erlasses vom 31. August 1978 noch Artikel 11 des königlichen Erlasses vom 4. April 1980 aufhebt. Da die in diesen Bestimmungen ins Auge gefaßte Zulassungsprüfung nicht abgeschafft wird, ist der Klagegrund gegenstandslos.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt

im Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen bezüglich des Hochschulwesens, abgeändert durch Artikel 27 des Programmdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 24. Juli 1997 zur Festlegung verschiedener Dringlichkeitsmaßnahmen bezüglich des Unterrichts,

— Artikel 7 2° k) Satz 2,

— in Artikel 10 § 2 2° die Wortfolge «par l'article 7, 2°, k), sauf s'il est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, ou » («[durch] Artikel 7 2° k) [...], außer wenn er Staatsangehöriger eines Mitgliedstaates der Europäischen Union ist, oder»),

für nichtig;

weist die Klage im übrigen zurück, vorbehaltlich der in B.12 erwähnten Auslegung, was die Tragweite von Artikel 10 § 2 betrifft.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 15. Juli 1998.

Der Kanzler,
L. Potoms

Der Vorsitzende,
M. Melchior